

ALGÉRIE-FRANCE

**Le président
Tebboune reçoit un
message de Macron**

P 16

VISITE DU PRÉSIDENT TEBBOUNE EN TURQUIE

Un nouvel élan pour les relations algéro-turques

La visite officielle effectuée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en Turquie marque une nouvelle étape dans les relations algéro-turques, désormais orientées vers la construction d'un partenariat stratégique global fondé sur l'intégration économique, la diversification des échanges et la convergence politique sur plusieurs dossiers régionaux et internationaux. P 3

GESTION DES RISQUES CLIMATIQUES DANS LE DOMAINE AGRICOLE

La CNMA prépare un dispositif innovant

La Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) travaille actuellement sur la mise en place d'un nouveau dispositif d'assurance contre les calamités agricoles (DACA), destiné à transformer en profondeur la gestion des risques liés aux aléas climatiques en Algérie. L'objectif est de passer progressivement d'un système d'indemnisation réactif à une approche anticipative fondée sur la prévention et la mutualisation des risques.

P 2

LE FORUM AFRICAIN DE L'INVESTISSEMENT ET DU COMMERCE S'OUVRE À ALGER

Accélérer la dynamique de l'intégration africaine

La 12e édition du Forum africain de l'investissement et du commerce (IFIC) s'est ouverte hier à Alger sous le slogan « Ensemble, ouvrons les marchés », avec la participation d'opérateurs économiques, d'experts, ainsi que d'institutions financières et de développement africaines et internationales.

P 3

AXÉE SUR LA TRANSFORMATION LOCALE ET LA CRÉATION DE VALEUR

Le secteur minier amorce une nouvelle phase

Le ministre des Mines et des Industries minières, Mourad Hanifi, a affirmé jeudi dernier à Oum El Bouaghi, que l'Algérie est engagée dans une nouvelle étape de développement de son secteur minier, fondée sur la valorisation des ressources naturelles, la transformation locale et l'intégration industrielle. Une orientation stratégique qui, selon lui, doit permettre de faire des richesses minières un véritable moteur de diversification économique et de création d'emplois.

P 5



COUVERTURE SOCIALE
DANS LE SECTEUR AGRICOLE
**Le ministre Saihi appelle à
renforcer l'affiliation à la
CASNOS P 2**

FOIRE DES PRODUITS ALGÉRIENS À
NOUAKCHOTT
**L'Algérie intensifie ses
échanges avec la Mauritanie P 3**

EXPORTATIONS DE PÉTROLE
ALGÉRIEN VERS L'ESPAGNE
**En hausse de 106 %
en avril 2026 P 5**

DGI

Portes ouvertes sur la régularisation fiscale volontaire du 10 au 14 mai à travers le pays

La Direction générale des impôts (DGI) organise, du 10 au 14 mai 2026, des journées portes ouvertes à travers l'ensemble des services fiscaux à l'échelle nationale, indique jeudi un communiqué de la DGI. Placé sous le slogan "Semaine de la régularisation fiscale : comprendre les mesures exceptionnelles et y adhérer", cet événement sera consacré à la présentation des mesures de régularisation fiscale prévues par les dispositions de la loi de finances pour l'exercice 2026, notamment l'article 93 relatif aux procédures de régularisation fiscale volontaire et l'article 122 relatif aux procédures d'annulation et d'assainissement des dettes fiscales, a précisé la même source.

Ces journées d'information visent à apporter les éclaircissements nécessaires au grand public et aux contribuables et à les accompagner dans la compréhension des modalités de bénéfice de ces mesures exceptionnelles.

Dans son communiqué, la DGI invite l'ensemble des citoyens et des contribuables à "saisir cette opportunité en se rendant au service fiscal le plus proche durant la période susmentionnée, afin de s'informer et de bénéficier des mesures exceptionnelles instituées par la loi de finances 2026". APS

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR-SANTÉ

Réunion de coordination pour l'examen et l'amélioration des conditions de stage des médecins résidents

Une réunion de coordination entre les secteurs de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, de la Santé, et du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, s'est tenue samedi à Alger, afin d'examiner et d'améliorer les conditions de stage des médecins résidents, indique un communiqué du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

Cette réunion qui a regroupé le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Ait Messaoudene, et le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Abdelhak Saihi, a été consacrée à l'examen des voies et moyens d'améliorer les conditions de stage des médecins résidents, dans le cadre de l'organisation en vigueur, afin d'assurer "un meilleur équilibre entre formation académique et missions de terrain", précise la même source.

Une commission intersectorielle "chargée de proposer un projet de plan" a été créée, en vue de concrétiser cette démarche, conclut le communiqué.

APS

GESTION DES RISQUES CLIMATIQUES DANS LE DOMAINE AGRICOLE La CNMA prépare un dispositif innovant

La Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) travaille actuellement sur la mise en place d'un nouveau dispositif d'assurance contre les calamités agricoles (DACA), destiné à transformer en profondeur la gestion des risques liés aux aléas climatiques en Algérie. L'objectif est de passer progressivement d'un système d'indemnisation réactif à une approche anticipative fondée sur la prévention et la mutualisation des risques.

Par Selma R.

C'est ce qu'a indiqué le président-directeur général de la CNMA, Chérif Benhabiles, lors d'une journée scientifique consacrée à l'assurance paramétrique en Algérie. Il a précisé que ce dispositif, encore à l'étude, vise à « prévenir, mesurer et amortir » les effets des catastrophes climatiques sur le secteur agricole, dans un contexte marqué par l'intensification des phénomènes extrêmes et leurs impacts croissants sur la production et la sécurité alimentaire. Selon lui, la DACA constitue une alternative au système actuel reposant essentiellement sur des interventions publiques post-catastrophe. Le futur mécanisme devrait également offrir une meilleure visibilité budgétaire à l'État, grâce à une évaluation anticipée des besoins liés aux risques agricoles. Il repose, a-t-il ajouté, sur la prévention, la mutualisation des risques et une plus grande responsabilisation des agriculteurs, tout en privilégiant le soutien aux primes d'assurance plutôt que les indemnités d'urgence. Chérif Benhabiles a souligné, par ailleurs, l'importance de l'intégration des statis-

tiques, des mathématiques appliquées et de l'analyse des données climatiques dans la conception de solutions assurantielles adaptées aux spécificités du secteur agricole.

De son côté, le directeur des risques agricoles à la CNMA, Djamel Amari, a insisté sur les défis posés par les changements climatiques, notamment le stress hydrique, qui nécessitent le développement de nouveaux instruments assurantiels. Il a rappelé que le système actuel de couverture des catastrophes naturelles (CATNAT), mis en place après les inondations de Bab El Oued et renforcé en 2023, ne prend pas en charge les pertes liées à la sécheresse, considérée comme un risque difficile à couvrir dans les dispositifs classiques.

Le projet DACA, actuellement examiné par les ministères des Finances et de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, devrait ainsi permettre de couvrir plusieurs risques climatiques, notamment la sécheresse, à travers une approche d'assurance paramétrique.

Ce modèle, ciblant en particulier les cultures stratégiques comme les céréales, s'appuie sur des données issues de satellites, de drones et de systèmes d'intelligence artifi-

cielle afin d'assurer une évaluation rapide des dommages et de réduire les délais d'indemnisation.

Le chercheur à l'École nationale supérieure de mathématiques, Kacef Mohamed Amine, a pour sa part expliqué que l'assurance paramétrique repose sur des indices climatiques déclenchant automatiquement les indemnités en cas de catastrophe agricole.

Ce mécanisme permettrait, selon lui, des indemnités plus rapides et moins coûteuses pour les agriculteurs. Des études pilotes menées sur certaines filières stratégiques, notamment les céréales, ont déjà suscité l'intérêt des acteurs du secteur, en attendant une phase d'expérimentation sur le terrain.

Enfin, la CNMA confirme sa position dominante dans le secteur, avec plus de 65 % de part de marché en assurance agricole. Son chiffre d'affaires a dépassé 15 milliards de dinars en 2025, enregistrant une hausse de 21 % sur cinq ans, soutenue par un réseau de 580 bureaux locaux couvrant l'ensemble du territoire national. Sur la même période, plus de 210 000 sinistres ont été indemnisés sur un total de 228 670 déclarations.

COUVERTURE SOCIALE DANS LE SECTEUR AGRICOLE

Le ministre Saihi appelle à renforcer l'affiliation à la CASNOS

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Abdelhak Saihi, a insisté, jeudi dernier à Médéa, sur la nécessité de renforcer la couverture sociale des personnes exerçant dans le domaine agricole et de les faire bénéficier davantage des avantages offerts par la Caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés (CASNOS).

Lors d'une visite au siège de cet

organisme, le ministre a souligné que des efforts supplémentaires doivent être consentis en matière de vulgarisation et d'information de proximité afin de doubler le nombre d'agriculteurs affiliés à la CASNOS et leur permettre d'accéder aux prestations sociales qui leur sont destinées.

Dans ce cadre, M. Saihi a appelé les responsables de la direction générale de la CASNOS à intensifier les campagnes d'information

à destination des agriculteurs, estimant que la protection sociale de cette catégorie constitue un enjeu majeur pour la consolidation du système national de sécurité sociale.

Il a également révélé que son département, en coordination avec le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, a déjà permis une augmentation du nombre d'agriculteurs affiliés, avec un objectif fixé

à 400.000 affiliés à l'échelle nationale dans les prochains mois.

Par ailleurs, le ministre a annoncé l'adoption d'une nouvelle approche en matière d'emploi visant à offrir aux jeunes demandeurs d'emploi des formations qualifiantes, afin de faciliter leur insertion professionnelle et d'accompagner la dynamique économique nationale.

Synthèse R E.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Lancement du "pôle de l'étudiant entrepreneur" à l'université d'El Tarf

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a présidé jeudi à El Tarf le lancement du "pôle de l'étudiant entrepreneur", premier espace du genre dédié à la présentation des initiatives innovantes des étudiants dans le cadre d'un accord de jumelage entre l'université d'El Tarf et l'université de Jendouba de Tunisie.

Présidant le lancement de ce pôle à la faculté des sciences économiques et des sciences de gestion de l'université Chadli-Bendjedid, en compagnie du wali, Moha-

med Meziane, le ministre a précisé que cette structure "première du genre en Algérie a été créée dans le cadre de l'accord de jumelage entre l'université d'El Tarf et l'université de Jendouba de Tunisie".

Cet espace permettra "aux étudiants de présenter leurs initiatives innovantes pour être accompagnées par des enseignants spécialisés algériens et internationaux", a-t-il ajouté le ministre, soulignant que ce pôle "assurera la formation d'étudiants d'Algérie et des pays amis".

M. Baddari a considéré que ce "pôle straté-

gique concrétise le principe de +l'étudiant de l'université à l'entreprise+ par lequel l'étudiant crée son emploi et apporte une valeur ajoutée nouvelle à l'économie", ajoutant que ce pôle "s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune relatives à la consolidation des échanges et de l'ouverture de l'université sur le monde de sorte à renforcer la place de l'Algérie en matière de l'enseignement supérieur et améliorer son classement".

R E.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»

Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77

E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

VISITE DU PRÉSIDENT TEBBOUNE EN TURQUIE

Un nouvel élan pour les relations algéro-turques

La visite officielle effectuée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en Turquie marque une nouvelle étape dans les relations algéro-turques, désormais orientées vers la construction d'un partenariat stratégique global fondé sur l'intégration économique, la diversification des échanges et la convergence politique sur plusieurs dossiers régionaux et internationaux.

Par S.R.

La tenue, à Ankara, de la première session du Conseil de coopération stratégique de haut niveau algéro-turc marque une étape importante dans les relations entre les deux pays et traduit une volonté politique commune d'élever la coopération bilatérale à un niveau supérieur. Cette orientation s'est traduite par la signature d'une série d'accords et de mémorandums d'entente couvrant plusieurs secteurs stratégiques, notamment l'industrie, le commerce, l'agriculture, l'investissement, les transports, les télécommunications, les médias et la gestion des catastrophes. Parmi les accords signés figure une déclaration conjointe relative au lancement de négociations pour la conclusion d'un accord commercial préférentiel entre les deux pays, considéré comme une étape importante vers l'intensification des échanges écono-

miques et l'amélioration de l'accès des produits algériens et turcs aux deux marchés. Les deux parties ont également renforcé leur coopération dans le domaine de la promotion des investissements à travers un mémorandum d'entente entre l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) et le Bureau turc de l'investissement et du financement. Dans le secteur industriel, plusieurs accords ont été conclus portant sur la normalisation, l'évaluation de la conformité, la formation et le développement des petites et moyennes entreprises (PME), traduisant l'intérêt accordé par les deux pays au transfert de technologie et au développement industriel. Le domaine agricole a également occupé une place importante dans les discussions bilatérales. Un accord de coopération a été signé dans le domaine de la protection des végétaux et de la quarantaine agricole, dans le cadre du renforcement des échanges

techniques et de la coopération en matière de sécurité alimentaire. Les deux pays ont en outre signé des accords portant sur les transports routiers internationaux, les télécommunications, les services postaux ainsi que la reconnaissance mutuelle des permis de conduire.

Vers un objectif de 10 milliards de dollars d'échanges

L'économie constitue aujourd'hui le principal moteur du rapprochement entre Alger et Ankara. Lors de sa déclaration conjointe avec le président Tebboune, le président turc Recep Tayyip Erdogan a affirmé la volonté de son pays de poursuivre le développement de la coopération avec l'Algérie dans des secteurs stratégiques tels que l'énergie, les mines, les transports et l'agriculture. Le président turc a rappelé que l'Algérie figure parmi les principaux partenaires commerciaux de la Tur-

quie en Afrique, soulignant l'objectif commun fixé par les deux pays d'atteindre un volume d'échanges commerciaux de 10 milliards de dollars. Selon les chiffres présentés lors du Forum d'affaires algéro-turc, les échanges bilatéraux ont dépassé les 6 milliards de dollars en 2025, confirmant la dynamique ascendante des relations économiques entre les deux pays. Cette dynamique est portée par une présence croissante des entreprises turques en Algérie. Selon le directeur général de l'AAPI, Omar Rekkache, plus de 90 projets d'investissement turcs ont été enregistrés depuis la promulgation de la nouvelle loi sur l'investissement, tandis qu'une trentaine d'entreprises turques préparent actuellement de nouveaux projets. Ces investissements concernent principalement les secteurs industriels, les mines, l'agriculture, le bâtiment et les services, faisant de la Turquie l'un des partenaires écono-

miques les plus actifs en Algérie. Le Forum d'affaires algéro-turc, organisé avec la participation de plus de 300 opérateurs économiques des deux pays, a d'ailleurs mis en évidence la volonté des deux parties d'aller vers un partenariat économique intégré basé sur la complémentarité industrielle et la création de valeur ajoutée. Pour les observateurs, la création du Conseil de coopération stratégique de haut niveau constitue désormais un cadre institutionnel permettant d'assurer un suivi régulier des projets communs et d'approfondir davantage les relations bilatérales. Dans un contexte international marqué par les recompositions économiques et géopolitiques, Alger et Ankara semblent ainsi déterminées à construire un partenariat durable fondé sur des intérêts communs, la diversification économique et une coopération élargie dans les secteurs stratégiques.

FOIRE DES PRODUITS ALGÉRIENS À NOUAKCHOTT

L'Algérie intensifie ses échanges avec la Mauritanie

Par Zahir R.

L'Algérie poursuit le renforcement de sa présence économique en Mauritanie. Plusieurs accords commerciaux et partenariats stratégiques ont été conclus entre opérateurs algériens et mauritaniens. En marge de cette manifestation économique, la délégation du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, accompagnée de l'ambassadeur d'Algérie en Mauritanie, M. Amine Sid, a supervisé la signature de 23 accords commerciaux et de 4 mémorandums de coopération dans le domaine des services de santé. Ces accords traduisent la volonté de l'Algérie de transformer les opportunités commerciales offertes par les foires spécialisées en partenariats économiques concrets, dans le cadre d'une démarche visant à consolider sa présence sur les marchés africains. Les accords conclus couvrent plusieurs secteurs stratégiques, notamment l'industrie, les matériaux de construction, les services de santé, l'industrie pharmaceutique, les équipements médicaux et les produits miniers.

Parmi les opérations enregistrées figure un accord commercial de 15 millions de dollars signé par la société « Souidi Cable », tandis que l'entreprise « SYM », spécialisée dans la fabrication de motocycles, a également renforcé sa présence sur le marché mauritanien à travers plusieurs partenariats.

Le groupe Sonarem, via sa filiale « ENOF », a, pour sa part, signé deux mémorandums d'entente portant sur l'exportation de produits miniers vers la Mauritanie, notamment la dolomite, la bentonite destinée au forage et le carbonate de calcium, avec des perspectives d'élargissement à d'autres matériaux miniers.

Une dynamique soutenue dans le secteur de la santé

Le secteur de la santé figure également parmi les axes prioritaires de la coopération algéro-mauritanienne. Dans ce cadre, la clinique algérienne El Azhar a signé quatre mémorandums de coopération avec des établissements de santé publics et privés mauritaniens. Cette démarche illustre la montée en puissance des services algériens à l'international ainsi que la

confiance croissante accordée à l'expertise médicale algérienne dans les domaines des soins, des services hospitaliers spécialisés et de la prise en charge sanitaire. Dans le même contexte, le ministre mauritanien de la Santé, Thiam Tidjani, a reçu une délégation du ministère algérien du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations ainsi que plusieurs opérateurs économiques algériens activant dans les secteurs des services de santé et de la production pharmaceutique. Les discussions ont porté sur les moyens de faciliter l'accès des entreprises algériennes au marché mauritanien, notamment dans les domaines de la fabrication de médicaments, des équipements médicaux et des laboratoires pharmaceutiques. La question de l'enregistrement des médicaments algériens produits par le groupe Saïdal sur le marché mauritanien a également été évoquée. Le ministre mauritanien de la Santé s'est engagé à accélérer le traitement de ce dossier afin de faciliter l'entrée des produits pharmaceutiques algériens en Mauritanie. Les autorités mauritaniennes ont également orienté plusieurs start-up algériennes spécialisées dans la santé et les

technologies médicales vers des établissements sanitaires mauritaniens en vue de développer des projets de coopération et de partenariat.

Renforcement des échanges avec les marchés africains

Au-delà des accords signés, cette foire traduit la nouvelle dynamique des relations économiques entre l'Algérie et la Mauritanie ainsi que l'importance accordée par les autorités algériennes au développement des échanges commerciaux avec les pays africains, notamment ceux de l'Afrique de l'Ouest. Cette stratégie s'inscrit dans les orientations des pouvoirs publics visant à promouvoir les exportations hors hydrocarbures, à encourager l'internationalisation des entreprises algériennes et à renforcer l'intégration économique régionale. La participation importante des entreprises algériennes à cette manifestation, représentant divers secteurs industriels et de services, reflète également l'ambition de l'Algérie de faire du continent africain un espace prioritaire pour ses échanges économiques.

LE FORUM AFRICAÏN DE L'INVESTISSEMENT ET DU COMMERCE S'OUVRE À ALGER

Accélérer la dynamique de l'intégration africaine

La 12e édition du Forum africain de l'investissement et du commerce (IFIC) s'est ouverte hier à Alger sous le slogan « Ensemble, ouvrons les marchés », avec la participation d'opérateurs économiques, d'experts, ainsi que d'institutions financières et de développement africaines et internationales. Organisé par le Centre arabo-africain pour l'investissement et le développement (CAAID), en partenariat avec l'Union africaine, la Banque africaine d'import-export (Afreximbank) et le secrétariat général de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), l'événement s'étend sur deux jours. Il vise à transformer les intentions de coopération en partenariats concrets, à travers l'investissement productif et le développement du commerce intra-africain. La cérémonie d'ouverture s'est déroulée en présence du ministre de l'Économie de la connaissance, des startups et des micro-en-

treprises, Noureddine Ouadah, ainsi que du ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse, Mustapha Hidaoui. Intervenant à cette occasion, le président du CAAID, M. Amine Boutalbi, a mis en avant le rôle central du continent africain dans les dynamiques économiques mondiales actuelles.

« L'Afrique représente aujourd'hui l'un des espaces de croissance économique les plus importants au monde, dans un contexte marqué par les mutations accélérées de l'économie internationale et par un besoin croissant de nouveaux marchés et d'opportunités d'investissement », a-t-il déclaré. Selon lui, le continent, qui compte plus de 1,3 milliard de consommateurs, est en passe de devenir un marché intégré à fort potentiel, notamment grâce à la ZLECAF. Cette dernière, a-t-il précisé, pourrait permettre une augmentation de plus de 60 % du commerce intra-africain et générer des opportunités économiques et

d'investissement dépassant les 560 milliards de dollars.

M. Boutalbi a également estimé que les marchés traditionnels ont atteint des niveaux de saturation, faisant de l'Afrique la nouvelle destination de la croissance mondiale, en raison de ses richesses naturelles, de son capital humain et de ses capacités économiques. Le président du CAAID a souligné les atouts stratégiques de l'Algérie, qu'il considère comme une plateforme naturelle vers le continent africain. « Grâce à sa position géographique, ses capacités logistiques et sa vision économique fondée sur le principe gagnant-gagnant, l'Algérie est en mesure de jouer un rôle de porte d'entrée vers l'Afrique », a-t-il affirmé, appelant à renforcer les partenariats africains et internationaux.

M. Boutalbi a insisté, dans son intervention, sur la nécessité de renforcer l'intégration économique africaine en levant les obstacles qui freinent les investissements et les échanges

commerciaux, notamment ceux liés aux visas, au transport et aux services logistiques. Il a également appelé à consolider les conditions de paix et de stabilité sur le continent, tout en investissant davantage dans l'éducation et la formation, considérées comme des leviers essentiels du développement. Le président du CAAID a présenté, par ailleurs, cette 12e édition du forum comme une plateforme stratégique destinée à renforcer les relations économiques et commerciales entre les acteurs du continent. Le programme comprend des rencontres d'affaires bilatérales (B2B), des conférences, des ateliers, des expositions ainsi que des visites de terrain. Concluant son intervention, M. Boutalbi a affirmé que « l'avenir de l'Afrique se construit à travers la coopération, l'ouverture et l'intégration », ajoutant : « Ensemble, nous ouvrons les marchés... et ensemble, nous bâtissons l'avenir de l'Afrique ».

Z.R.

UNE SÉRIE
DE WEBINAIRES
SCIENTIFIQUES
DESTINÉE
AUX PROFESSIONNELS
DE LA SANTÉ

Lancement de « InsuliNN Web Series » en Algérie

Novo Nordisk Algérie a annoncé le lancement de la « InsuliNN Web Series », une série de webinaires scientifiques destinée aux professionnels de la santé sur tout le territoire national, conçue pour favoriser le dialogue, le partage d'expertise et la réflexion collective autour de la prise en charge du diabète et de l'évolution de l'insulinothérapie en Algérie. S'inscrivant dans une dynamique de formation médicale continue et d'accompagnement scientifique, cette web-série se déclinera en trois rendez-vous majeurs, programmés les 6 mai, 10 juin et 24 juin 2026. Chaque session abordera, avec une approche scientifique et pragmatique, des thématiques clés et actuelles de la diabétologie, parmi lesquelles :

- L'insulinothérapie en 2026, à l'ère de l'évolution de la prise en charge ;
- Le diabète de type 2, à l'heure de l'intensification : quelle approche entreprendre ? ;
- Le rôle du profiling dans l'intensification du diabète de type 2.

À travers cette initiative, Novo Nordisk Algérie réaffirme son engagement historique et durable en faveur de l'innovation médicale, porté par plus de 100 ans de recherche et développement (R&D) dans le domaine du diabète, depuis la première insuline en 1923, jusqu'aux insulines modernes (IM) et aux insulines de nouvelle génération (NGI) qui transforment aujourd'hui la prise en charge des patients.

À travers la « InsuliNN Web Series », Novo Nordisk Algérie réaffirme son ambition de faire progresser la science, d'investir durablement dans l'excellence de la formation médicale continue et de soutenir le développement de l'industrie pharmaceutique locale, tout en plaçant le patient algérien au cœur de chaque engagement. Cette initiative illustre la volonté de Novo Nordisk de contribuer, aux côtés de ses partenaires institutionnels et scientifiques, au développement d'un écosystème de santé plus innovant, plus souverain et plus durable pour l'Algérie, aujourd'hui et pour les générations futures.

Dernière composition de DZAIINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	344,00	-0,29	-0,27	-12,24	6,07	10,17	230	79 120,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 399,00	1 370,00	-2,07	-1,86	-2,79	8,81	5,88	250	342 500,00
BIOPHARM	BIO	2 504,00	NC	0,00	0,01	1,20	6,66	6,39	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 090,00	2 090,00	0,00	0,69	-7,17	9,97	5,98	25000	52 250 000,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-5,15	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	462,00	445,00	-3,68	3,10	8,99	4,21	4,72	50	22 250,00

DIEGO MELLADO PASCUA,
AMBASSADEUR DE LA MISSION DE L'UE EN ALGÉRIE

“L'Algérie demeure un partenaire essentiel pour l'UE”

L'Algérie constitue un partenaire essentiel pour l'Union européenne (UE) dans divers domaines de coopération, notamment le domaine énergétique, a souligné jeudi à Alger l'ambassadeur de la Mission de l'UE en Algérie, Diego Mellado Pascua.

Lors d'une conférence de presse organisée au lendemain de la visite de la Commissaire européenne chargée de la Méditerranée, Dubravka Suica, en Algérie les 4 et 5 mai, l'ambassadeur de l'UE a mis en avant l'importance des liens de coopération existants entre l'Algérie et l'UE dans plusieurs secteurs dans une logique "gagnant-gagnant". Dans ce sens, M. Mellado Pascua a estimé nécessaire "d'approfondir les relations politiques et économiques" entre les deux parties pour aboutir à des projets concrets, plus particu-

lièrement en matière d'investissement. La visite de la Commissaire européenne chargée de la Méditerranée a ainsi constitué un point d'étape important, note l'ambassadeur, dans l'optique de concrétiser de nouveaux éléments de collaboration dans un large éventail de secteurs: énergie, environnement, transition énergétique mais aussi la sécurité et la coopération universitaire. Cette visite, a-t-il poursuivi, permettra à Mme Suica d'évoquer auprès d'investisseurs européens les opportunités d'investissement en Algérie et le climat des affaires dans le pays. Des secteurs ont d'ores et déjà été ciblés tels que l'énergie, les infrastructures, le transport et les énergies renouvelables. En matière d'énergies renouvelables, le diplomate européen a mis en avant le potentiel existant surtout dans la perspective du futur

projet de connexion entre l'Algérie et l'Europe et d'exportation d'hydrogène vert depuis l'Algérie (South2 corridor). Selon lui, l'idée de la visite de la Commissaire européenne chargée de la Méditerranée était d'ouvrir de nouvelles pistes de partenariat, notamment pour les investissements européens en Algérie.

Il a par ailleurs évoqué la coopération en matière scientifique et universitaire, relevant l'importance d'encourager les échanges entre l'Algérie et l'UE en matière de formation universitaire, de stages et de recherche scientifique. Le diplomate a indiqué que des partenariats en ce sens peuvent déboucher sur des mobilités d'étudiants algériens en Europe au cours de leur cursus et d'étudiants européens en Algérie.

R. E.

FAO

Les prix alimentaires mondiaux encore en hausse en avril

Les prix des denrées alimentaires ont modérément augmenté pour un troisième mois consécutif en avril, tirés par la flambée des coûts de l'énergie et les perturbations géo-politiques mondiales, indique vendredi l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

L'indice FAO des prix alimentaires, qui suit l'évolution des prix internationaux d'un ensemble de denrées, a

augmenté de 1,6% par rapport à mars et de 2% par rapport à avril 2025. "Les prix des céréales n'ont augmenté que de manière modérée jusqu'à présent grâce à des stocks assez importants et une offre adéquate des saisons passées", ont observé les analystes de la FAO. Dans le détail, l'indice FAO du prix des céréales a ainsi crû d'un modesto 0,8% sur un mois. C'est +0,8% pour le blé et +0,7% pour le maïs.

Mais celui des huiles végétales a bondi de 5,9% par rapport à mars, à son plus haut niveau depuis juillet 2022, tiré par les prix des huiles de palme, de soja, de tournesol et de colza.

"Les huiles végétales subissent de plus fortes hausses de prix, largement tirées par les cours du pétrole plus élevés, qui augmentent la demande pour les biocarburants et mettent une pression additionnelle

sur les marchés des huiles végétales", soulignent les analystes cités dans le communiqué.

L'indice de la viande, en hausse de 1,2%, a lui atteint un nouveau record en avril, dans le sillage des prix de la viande bovine.

Le contexte géopolitique mondial a aussi renchéri les engrais, dont le prix est influencé par le coût du gaz nécessaire à leur production.

R. E.

BATIMATEC 2026

Remise des prix de la 3^e édition du concours “INNOV BAT”

Les prix du concours de l'innovation dans le domaine du bâtiment "INNOV BAT", dans sa troisième édition, ont été remis mercredi à Alger, en marge du Salon international du bâtiment, des matériaux de construction et des travaux publics (Batimatec 2026).

Ce concours vise à encourager l'innovation dans le domaine des techniques de construction, à inciter les opérateurs à proposer des solutions adaptées aux spécificités de chaque région, ainsi qu'à soutenir les talents et les compétences dans ce secteur.

Lors de la cérémonie de remise des prix, les entreprises et start-up participantes au concours ont présenté leurs projets innovants destinés à donner un nouvel élan à ce secteur vital.

Dans une allocution prononcée à cette occasion, le président-directeur général (PDG) de l'entreprise Batimatec, organisatrice de cette manifestation, Raouf Stiti, a mis en avant l'importance de l'innovation dans le secteur du bâtiment, au regard de sa contribution significative à la réduction des coûts de construction, à l'amélioration de la qualité et à la protection de l'environnement, grâce à l'intégration de solutions intelligentes et à l'utilisation de matériaux innovants. Il a également salué l'engouement suscité par ce concours dont la phase finale a connu la participation de neuf (9) entreprises et de vingt (20)

start-up.

Pour sa part, la présidente du jury, Djamila Halliche, a indiqué que cette édition a permis de donner une idée large sur les capacités d'innovation dans le domaine du bâtiment en Algérie, appelant à exploiter les solutions proposées dans le cadre des projets économiques à même de promouvoir le secteur.

Dans la catégorie "Entreprises", le premier prix a

été décerné à "Harmony Béton" pour son projet de béton translucide "Lumbéton", capable de capter l'énergie issue de la lumière naturelle et artificielle, de la stocker puis de la restituer. "Holcim Algérie" a remporté le deuxième prix, tandis que l'entreprise "Chiali Isotech" a décroché la troisième place.

R. E.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTRE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTRE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 05 ماي 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 05 Mai 2026

Produits	Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²		المنتجات
	DA / Kg		دج / كلغ		
	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	59	69	50	البطاطا
	Tomate	98	112	84	الطماطم
	Oignon sec	86	97	76	البصل الجاف
	Ail sec	678	790	566	الثوم الجاف
	Ail vert	192	219	165	الثوم الأخضر
	Carotte	107	120	94	الجزر
	Navet	113	128	98	اللفت
	Petit pois	179	200	159	الجلبانية
	Fève verte	83	95	71	الفول الاخضر
	Courgette	127	141	112	الكوسة
Fruits frais	Haricot vert	311	338	285	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	98	112	85	الخس
Fruits frais	Orange	284	341	227	البرتقال
	Citron	230	256	203	الليمون
	Pomme locale	476	582	370	التفاح المحلي
	Datte	489	616	362	التمر
	Banane	438	452	423	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1978	2132	1824	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	372	384	359	الدجاج
	Œufs (Unité)	16	18	15	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	102	90	حليب البقر (لتر)

AXÉE SUR LA TRANSFORMATION LOCALE ET LA CRÉATION DE VALEUR

Le secteur minier amorce une nouvelle phase

Le ministre des Mines et des Industries minières, Mourad Hanifi, a affirmé jeudi dernier à Oum El Bouaghi, que l'Algérie est engagée dans une nouvelle étape de développement de son secteur minier, fondée sur la valorisation des ressources naturelles, la transformation locale et l'intégration industrielle. Une orientation stratégique qui, selon lui, doit permettre de faire des richesses minières un véritable moteur de diversification économique et de création d'emplois.

Par Réda Hadi

S'exprimant à l'occasion de la célébration du 60e anniversaire de la nationalisation des mines et du 59e anniversaire de la création de la Sonarem, le ministre a souligné que cette commémoration dépasse le simple cadre historique. Elle représente, a-t-il indiqué, « une page fondatrice de l'histoire économique nationale », marquant la pleine souveraineté de l'Algérie sur ses ressources minières depuis l'indépendance.

La cérémonie, organisée dans la commune d'Ouled Hamla, dans la wilaya d'Oum El Bouaghi, a été marquée par l'inauguration d'une unité industrielle de transformation de la dolomie dans la localité de Tioult. Un projet que le ministre a qualifié de symbole de la nouvelle dynamique engagée dans le secteur minier algérien.

Dans son allocution, Mourad Hanifi a insisté sur le fait que les ressources minières ne doivent plus être considérées comme de simples matières premières destinées à l'extraction et à l'exportation brute. Désormais, a-t-il expliqué, elles doivent être intégrées dans des chaînes de valeur industrielles capables de répondre aux besoins de l'économie nationale.

« Le message est clair : il n'est plus possible de considérer la ressource minière comme une simple matière extraite du sous-sol. Elle doit être transformée localement et reliée directement aux besoins réels du tissu industriel national », a-t-il déclaré devant les cadres du secteur, les autorités locales et plusieurs responsables économiques.

Le ministre a rappelé que la création récente d'un ministère indépendant des Mines et des Industries minières traduit

la volonté des pouvoirs publics d'ériger ce secteur au rang de pilier stratégique de l'économie nationale. Cette décision, a-t-il précisé, s'inscrit dans la vision du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui place la diversification économique, la transformation locale et l'investissement productif au cœur de la relance économique.

Selon lui, cette nouvelle gouvernance vise à renforcer l'attractivité du secteur, accélérer la concrétisation des grands projets miniers et améliorer l'intégration industrielle nationale.

Une unité industrielle stratégique à Ouled Hamla

L'unité inaugurée à Tioult constitue l'une des nouvelles infrastructures destinées à soutenir cette orientation industrielle. Relevant du groupe Sonarem, elle dispose d'une capacité de production annuelle de 100.000 tonnes et comprend deux lignes distinctes : l'une dédiée à la production de dolomie broyée et l'autre à la fabrication de dolomie calcinée, également appelée chaux dolomitique.

Cette matière est utilisée dans plusieurs secteurs industriels stratégiques, notamment la sidérurgie, l'industrie du verre, les matériaux de construction, la céramique, les engrais et même certains produits cosmétiques.

Pour le ministre, ce projet illustre parfaitement la possibilité de développer des industries minières locales à forte valeur ajoutée, sans attendre uniquement les grands complexes industriels nationaux. Il a estimé que des unités régionales de transformation peuvent contribuer efficacement au développement économique des wilayas, à l'émergence d'un tissu de sous-traitance et à la

création d'opportunités pour les jeunes compétences.

«Le développement minier doit profiter à toutes les régions du pays et soutenir l'activité économique locale », a-t-il affirmé, soulignant l'importance de créer des passerelles entre l'exploitation minière et les industries de transformation.

Au-delà du projet de Tioult, Mourad Hanifi a évoqué plusieurs grands projets miniers considérés comme des leviers majeurs pour l'économie nationale. Il a notamment cité le projet de Gara Djebilet dans la filière du fer, le projet intégré des phosphates destiné à développer l'industrie des engrais, ainsi que le projet de Tala Hamza-Oued Amizour consacré au zinc et au plomb.

Selon le ministre, ces projets constituent les fondations d'une économie nationale diversifiée, capable de réduire la dépendance aux hydrocarbures et de renforcer la souveraineté productive du pays.

Il a également insisté sur la nécessité de développer des chaînes de valeur intégrées, d'encourager le transfert de technologie et de renforcer la formation des compétences nationales afin d'accompagner la modernisation du secteur minier.

Le ministre a par ailleurs rappelé que les ressources minières sont des richesses épuisables qui doivent être exploitées de manière rationnelle, transparente et durable. Il a insisté sur l'importance de préserver l'environnement et les droits des générations futures dans toutes les politiques de développement minier.

« Notre ambition est de bâtir un secteur qui produise davantage, mais surtout qui transforme mieux », a-t-il souligné, appelant les acteurs du secteur à faire preuve de discipline, de rigueur et d'un haut sens des responsabilités.

CREA/CHAMBRE DE COMMERCE AMÉRICAINE Accord sur l'élaboration d'un programme d'action annuel pour renforcer le partenariat

Le Conseil du renouveau économique algérien (CREA) et la Chambre de commerce américaine (AmCham) sont convenus, jeudi à Washington (Etats-Unis), d'élaborer un programme d'action annuel conjoint visant à renforcer la coopération économique entre les entreprises algériennes et américaines, dont la première étape consistera en l'organisation d'un forum d'affaires aux Etats-Unis, indique un communiqué du CREA.

Cet accord est intervenu lors de la rencontre entre la délégation algérienne d'hommes d'affaires, conduite par M. Kamel Moula, président du CREA, et la délégation américaine conduite par Mme Kendra Gaither, présidente du Conseil d'affaires américano-africain, dans le cadre de la participation algérienne au SelectUSA Investment Summit, précise le document. Lors de cette rencontre, les deux parties ont examiné les perspectives de développement du partenariat entre les entreprises des deux pays ainsi que les moyens d'ouvrir de nouveaux canaux de coopération, tout en soulignant l'importance de la coordination entre les deux organismes en tant que mécanisme de soutien aux projets communs et de promotion des investissements croisés.

Les discussions ont aussi porté sur l'évolution du climat économique en Algérie et les améliorations enregistrées dans l'environnement des affaires, la délégation algérienne ayant présenté des explications sur les opportunités d'investissement et les mesures incitatives adoptées à cet effet. La Chambre de commerce américaine constitue un partenaire stratégique, en raison de sa représentation du secteur des affaires et de l'industrie aux Etats-Unis, ce qui en fait un acteur important dans le soutien des relations économiques bilatérales, affirme la même source.

Par ailleurs, la délégation algérienne a été reçue au siège du département américain du Commerce à Washington par M. James Kramer, directeur au sein du département, en présence de l'ambassadeur d'Algérie à Washington, M. Sabri Boukadoum. La rencontre a permis de passer en revue les transformations économiques que connaît l'Algérie ainsi que les objectifs de la participation au SelectUSA Investment Summit, et d'examiner les mécanismes de soutien aux entreprises algériennes dans les domaines de la logistique et des chaînes d'approvisionnement.

Ces rencontres se sont déroulées en présence du chargé d'affaires de l'ambassade des Etats-Unis en Algérie, M. Mark Shapiro.

APS

EXPORTATIONS DE PÉTROLE ALGÉRIEN VERS L'ESPAGNE

En hausse de 106 % en avril 2026

Les exportations de pétrole algérien vers l'Espagne ont enregistré une forte hausse en avril 2026, avec une augmentation de 60.000 barils par jour, soit une croissance de plus de 106 % sur une base mensuelle, dans un contexte marqué par des perturbations de l'approvisionnement en provenance du Golfe en raison de la fermeture du détroit d'Ormuz.

Les importations espagnoles de pétrole brut et de produits pétroliers algériens ont ainsi atteint 116.000 barils par jour en avril, contre 56.000 barils en mars, selon les données de l'Unité de recherche sur l'énergie (basée à Washington).

Toutefois, ce niveau reste inférieur à celui enregistré au même mois de l'année précédente, qui s'élevait à 152.000 barils par jour. Le marché espagnol

constitue l'une des principales destinations du pétrole algérien, représentant 13 % du total des exportations du pays durant le mois dernier.

Depuis le début de l'année 2026 jusqu'à fin avril, la moyenne des exportations de pétrole algérien vers l'Espagne s'est établie à 78.000 barils par jour. Les exportations ont connu une évolution volatile au cours des quatre premiers mois de 2026 : elles ont débuté à 48.000 barils par jour en janvier, avant de bondir à 90.000 en février, puis de reculer à 56.000 en mars, pour finalement atteindre un pic de 116.000 barils en avril.

Sur l'ensemble de l'année précédente, les exportations moyennes vers l'Espagne ont atteint environ 99.000 barils par jour, selon les mêmes données rapportées par le site spécialisé « Attaqa ».

Globalement, les importations espagnoles de pétrole brut et de produits pétroliers ont reculé de 14.000 barils par jour en moyenne, pour s'établir à 1,66 million de barils par jour en 2025, contre 1,67 million en 2024, selon les données de l'OPEP.

Hausse des exportations algériennes en avril 2026

Les données de l'Unité de recherche sur l'énergie indiquent également une hausse des exportations globales de pétrole algérien en avril 2026 de 194.000 barils par jour, soit une progression de 27 % sur une base mensuelle. Les exportations ont ainsi atteint 903.000 barils par jour en avril, contre 709.000 en mars. En glissement annuel, elles restent légèrement supérieures à

celles d'avril 2025, avec une hausse de 12.000 barils par jour.

Sur les quatre premiers mois de 2026, la moyenne des exportations algériennes de pétrole brut et de produits pétroliers a reculé à 743.000 barils par jour, contre 772.000 barils sur la même période en 2025. En avril, les exportations algériennes de pétrole se sont concentrées sur les marchés européens et asiatiques. La France arrive en tête, avec une hausse spectaculaire de 225 % sur une base mensuelle, tandis que la Corée du Sud enregistre une baisse de 22 %. L'Espagne occupe la troisième position avec 116.000 barils par jour. Par ailleurs, les exportations vers les Etats-Unis ont progressé de 41 %, et celles vers l'Italie ont bondi de 676 %.

Synthèse Z.R.

ORAN Reprise de l'alimentation en eau potable dans la partie est après une opération de maintenance à la station d'El Mactaâ

La Société de l'eau et de l'assainissement d'Oran (SEOR) a annoncé la reprise du programme habituel d'alimentation en eau potable dans l'ensemble de la partie est de la wilaya, après des perturbations ayant duré près d'une semaine suite à l'arrêt total de la station de dessalement d'eau de mer d'El Mactaâ pour des travaux de maintenance.

Dans un communiqué publié vendredi, la même société a indiqué que l'opération de remplissage des réservoirs et des canalisations a été achevée et que le programme habituel d'alimentation en eau potable dans l'est de la wilaya a repris.

La société de gestion de la station de dessalement d'eau de mer d'El Mactaâ avait entamé une vaste opération de maintenance des équipements de cette station, qui alimente 65 % de la population d'Oran, ainsi que la wilaya de Mascara, et ce du 3 mai à 8 heures jusqu'au 6 mai à la même heure.

Le retour au programme habituel a nécessité un délai supplémentaire pour le remplissage des conduites et des réservoirs, selon la SEOR. Le directeur de la société de gestion de la station de dessalement d'eau de mer, M. Benyahia Hadj Bencherghi, avait souligné que les opérations de maintenance des équipements des stations de dessalement sont indispensables pour leur préservation. Il a également indiqué que cette opération permettra de porter la capacité de production de la station de 410.000 mètres cubes à 440.000 mètres cubes, ce qui aura un impact positif sur l'alimentation en eau potable des wilayas concernées.

Par ailleurs, un autre communiqué de la SEOR a informé les habitants des communes d'Aïn Tassa et de Begoug, relevant de la daïra de Boutlelis, de l'enregistrement d'une panne au niveau de la conduite d'alimentation, entraînant une modification provisoire du programme de distribution dans ces zones.

La même société a assuré que tous les moyens matériels et humains ont été mobilisés afin de garantir une intervention rapide et efficace pour réparer cette panne et rétablir le programme habituel d'alimentation en eau potable dans cette région.

APS

MASCARA

Réception d'un premier quota de 3.300 moutons importés pour l'Aïd

La wilaya de Mascara a reçu un premier quota évalué à 3.300 têtes de moutons importées destinées à l'Aïd El-Adha, a-on appris, vendredi, auprès de la Direction des services agricoles.

La même source a précisé que cette direction a reçu, jeudi soir, un premier quota de 3.300 moutons importés qui se mesure au niveau du centre de quarantaine sanitaire de la wilaya de Sidi Bel-Abbès, ajoutant que ce quota a été orienté vers deux sites de regroupement et de vente situés au marché régional de gros des fruits et légumes de la commune de Sidi Abdelmoumen (1.150 têtes) et au siège de l'Office national du matériel agricole (ONAMA) de la commune de Mascara (2.150 têtes).

Des camions appartenant à des opérateurs privés ont été mobilisés pour le transport de

ces moutons importés, selon la même source.

Ces moutons feront l'objet d'un contrôle et d'un suivi médical permanents assurés par des vétérinaires publics mobilisés par la même direction, à-on indiqué, précisant que l'opération de vente débutera immédiatement après l'envoi de messages SMS aux citoyens dans le cadre de la numérisation de cette opération, supervisée par le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche.

La wilaya bénéficiera également, dans les prochains jours, d'autres quotas de moutons

importés qui seront acheminés directement vers les deux sites de regroupement et de vente probables, selon la Direction des services agricoles.

Il convient de rappeler que le wali de Mascara, Fouad Aïssi, avait présidé auparavant une réunion consacrée à la mise au point de toutes les dispositions relatives à l'opération de vente des moutons importés pour l'Aïd. Tous les moyens humains et matériels nécessaires ont été mobilisés afin d'assurer le succès de cette opération, selon la cellule de communication des services de la wilaya.

APS

TLEMCCEN

Lancement de l'opération de commercialisation des moutons importés

L'opération de commercialisation des moutons importés a débuté, vendredi dans la wilaya de Tlemccen, à travers les six points de vente prévus à cet effet, dans le cadre des préparatifs pour l'Aïd El-Adha, a-t-on appris auprès de l'Inspection vétérinaire de wilaya. La même source a indiqué que l'opération concerne la commercialisation du premier quota de moutons importés reçu par la wilaya, estimé à 3.300 têtes, réparties sur les unités de production agricole " Hamadouche " dans la com-

mune de Chetouane, " Ben Aïssa " dans la commune de Sabra, " Garmouche " dans la commune de Seb-dou, " Si Saïd " dans la commune d'Aïn Nehala, " Belaïdouni " dans la commune de Fhoul, ainsi que l'unité d'élevage avicole " Remchafi " dans la commune de Sidi Abdelli. La capacité d'accueil globale de ces points est estimée à 13.000 moutons, selon la même source. La source a également précisé que l'opération se déroule dans une atmosphère marquée par une organisation rigoureuse de la vente des

moutons à des prix adaptés au pouvoir d'achat des citoyens. Cette étape a été précédée par des opérations de contrôle sanitaire effectuées par les vétérinaires, ainsi que par la mise à disposition de tous les équipements nécessaires aux moutons importés, en plus de la fourniture de 450 tonnes d'aliments pour bétail par l'unité de fabrication d'aliments pour ovins.

Par ailleurs, 14 vétérinaires ont été mobilisés pour assurer le suivi et le contrôle périodique des points de vente des moutons importés, ainsi

que des équipes mobiles chargées de poursuivre les opérations de contrôle. L'abattoir communal de Tlemccen a également été réservé aux abattages d'urgence des moutons importés dans certains cas nécessitant une intervention particulière, selon la même source.

A noter que le quota attribué à la wilaya de Tlemccen en matière de moutons importés est estimé à 24.000 têtes, qui seront réceptionnées par vagues successives, a-t-on expliqué.

APS

KHENCHELA

Mise en service de 2 centres intermédiaires de stockage de céréales à Metoussa et Tamza

Deux centres intermédiaires de stockage de céréales d'une capacité chacun de 50.000 tonnes ont été mis en service jeudi dans les communes de Metoussa et Tamza (Khenchela).

Le wali, Salim Harizi a supervisé, dans le cadre de la commémoration de la journée nationale de la mémoire, l'inauguration de ces deux structures de stockage réalisées pour une enveloppe financière de 450 millions DA, selon les données présentées par le directeur des équipements pu-

blics, Abdelouahad Boudib.

De son côté, le directeur de la Coopérative des céréales et légumes secs (CCLS) de la wilaya, Abdelkader Bahi, a indiqué que ces deux centres rapprocheront le service de stockage des agriculteurs de Metoussa et de Tamza tout en réduisant la pression sur les grands centres pendant la période de pic de remise des récoltes de la campagne de moisson battage.

Il a également relevé que la réalisation de ces deux centres s'inscrit dans le cadre du pro-

gramme national de renforcement des capacités de stockage et d'entreposage des récoltes de sorte à consolider la sécurité alimentaire.

Il a rappelé en outre que la wilaya de Khenchela dispose actuellement de 15 points de collecte et de stockage de céréales d'une capacité de 1,7 millions quintaux et un grand silo à grains d'une capacité de 1 million quintaux est en cours de réalisation dans la commune de Baghaï.

R.E.

TINDOUF /PROTECTION CIVILE

Lancement d'une campagne de sensibilisation aux risques liés à la saison estivale

Les services de la Protection civile de la wilaya de Tindouf ont lancé, jeudi, une campagne de sensibilisation à la prévention des risques liés à la saison estivale, dans le cadre du programme national visant à protéger les citoyens, ont indiqué des responsables de cette institution. Dans ce cadre, des agents de la Protection civile ont été mobilisés au niveau de l'unité sectorielle de la commune d'Oum El As-sel, ainsi qu'au centre avancé du village de Hassi Khebi, afin de participer à cette caravane

de sensibilisation destinée aux habitants de ces régions et aux usagers de la route nationale RN50, qui connaît un trafic routier intense durant la saison estivale. Le chargé de la communication auprès des services de la Protection civile, le capitaine Abdennacer Moussaoui, a précisé que cette campagne vise à sensibiliser les citoyens aux différents risques liés à l'été, notamment les accidents de la route, les incendies de forêts, de récoltes agricoles et de palmeraies, ainsi qu'aux dangers de la baignade dans les re-

tenues d'eau, qui représentent une menace réelle pour les enfants et les jeunes de la wilaya. La campagne comprend également la diffusion de conseils sur les comportements préventifs à adopter durant l'été, avec des explications sur les procédures appropriées pour signaler et gérer les accidents et dangers lorsqu'ils surviennent. Elle prévoit aussi le renforcement des actions de sensibilisation à travers les réseaux sociaux afin de toucher le plus grand nombre de citoyens.

R.E.

AÏN TEMOUCHENT

Réception prochaine de cinq nouveaux silos à céréales

Cinq nouveaux silos destinés au stockage des récoltes céréalières devraient être réceptionnés prochainement dans la wilaya d'Aïn Temouchent, ce qui permettra de renforcer les capacités de stockage de la région, a indiqué jeudi le wali d'Aïn Temouchent, Mabrouk Ouled Abdennebi. Lors de la réunion du conseil exécutif de wilaya qu'il a présidée, le wali a précisé que "la wilaya sera bientôt renforcée par la ré-

ception de cinq nouveaux silos à céréales répartis à travers les communes de Oued Sabbah, Tamzoura, El Hassasna, Sidi Benadda et Terga, dont les travaux sont en phase finale". M. Ouled Abdennebi a souligné que "ces nouvelles infrastructures contribueront à renforcer les capacités de stockage des récoltes céréalières durant la campagne de moisson-battage de l'année en cours". Il a également appelé les responsables du secteur agricole

à "veiller à orienter les agriculteurs vers les coopératives des céréales et légumes secs d'Aïn Temouchent et de Hammam Bouhadjar pour la collecte de leurs productions". La superficie totale concernée par les opérations de labours-semailles, durant la campagne agricole 2025/2026, a atteint 52.915 hectares. Une hausse sensible de la production céréalière est attendue, cette année, compte tenu du niveau de pluviométrie enregistré durant

la saison en cours, selon le directeur des services agricoles de la wilaya, Mohamed Mehdi Kada.

Les services agricoles, en coordination avec les coopératives des céréales et légumes secs de Hammam Bouhadjar et d'Aïn Temouchent, oeuvrent à mobiliser tous les moyens nécessaires afin d'assurer le bon déroulement de la campagne de moisson-battage, a-t-on indiqué.

Agence

Comment Trump a entraîné les États-Unis dans la guerre contre l'Iran

Au cours d'une série de réunions en cellule de crise, le président Trump a mis en balance son instinct avec les profondes inquiétudes de son vice-président, ainsi que l'évaluation pessimiste des services de renseignement. Voici les coulisses de la prise de cette décision fatidique.

2^e partie

Par Jonathan Swan (1)
et Maggie Haberman (2)

Tout le monde dans la salle comprenait que l'Iran avait la capacité de constituer des stocks de missiles et de drones à un coût bien moindre et bien plus rapidement que les États-Unis ne pouvaient fabriquer et fournir les intercepteurs, bien plus coûteux, destinés à protéger les intérêts américains et leurs alliés dans la région. Les exposés de Netanyahu – ainsi que la réaction positive de Trump à leur égard – ont imposé une tâche urgente à la communauté du renseignement américaine. Du jour au lendemain, les analystes se sont attelés à évaluer la viabilité de ce que l'équipe israélienne avait rapporté au président.

« Grottesque »

Les résultats de l'analyse des services de renseignement américains ont été communiqués le lendemain, le 12 février, lors d'une autre réunion réservée aux responsables américains de la cellule de crise. Avant l'arrivée de Trump, deux hauts responsables des services de renseignement ont briefé le cercle restreint du président.

Les responsables des services de renseignement possédaient une expertise approfondie des capacités militaires américaines et connaissaient sur le bout des doigts le système iranien et ses acteurs. Ils ont décomposé la présentation de Netanyahu en quatre volets. Le premier concernait la « décapitation » : l'élimination de l'ayatollah. Le deuxième visait à paralyser la capacité de l'Iran à projeter sa puissance et à menacer ses voisins. Le troisième portait sur un soulèvement populaire à l'intérieur de l'Iran. Et le quatrième concernait un changement de régime, avec la mise en place d'un dirigeant laïc à la tête du pays.

Les responsables américains ont estimé que les deux premiers objectifs étaient réalisables grâce aux renseignements et à la puissance militaire américains. Ils ont jugé que les troisième et quatrième volets de l'argumentaire de Netanyahu, qui incluaient la possibilité d'une invasion terrestre de l'Iran par les Kurdes, étaient déconnectés de la réalité.

Lorsque Trump s'est joint à la réunion, Ratcliffe l'a informé de cette évaluation. Le directeur de la CIA a utilisé un seul mot pour décrire les scénarios de changement de régime du Premier ministre israélien : « Grottesques ».

À ce moment-là, Rubio est intervenu. « En d'autres termes, c'est une connerie », a-t-il déclaré.



Ratcliffe a ajouté que, compte tenu de l'imprévisibilité des événements dans tout conflit, un changement de régime pouvait se produire, mais qu'il ne devait pas être considéré comme un objectif réalisable.

Plusieurs autres personnes ont pris la parole, notamment Vance, qui venait de rentrer d'Azerbaïdjan et qui a lui aussi exprimé un profond scepticisme quant à la perspective d'un changement de régime.

Le président s'est alors tourné vers le général Caine. « Général, qu'en pensez-vous ? »

Le général Caine a répondu : « Monsieur, d'après mon expérience, c'est la procédure habituelle des Israéliens. Ils en font trop, et leurs plans ne sont pas toujours bien élaborés. Ils savent qu'ils ont besoin de nous, et c'est pour cela qu'ils insistent autant. »

Trump a rapidement évalué la situation. Un changement de régime, a-t-il dit, serait « leur problème. » Ce n'était pas très clair s'il faisait référence aux Israéliens ou au peuple iranien. Mais en fin de compte, sa décision d'entrer ou non en guerre contre l'Iran ne dépendrait pas de la faisabilité des parties 3 et 4 de la présentation de Netanyahu. Trump semblait rester très intéressé par la réalisation des parties 1 et 2 : tuer l'ayatollah et les principaux dirigeants iraniens et démanteler l'armée iranienne.

Le général Caine – que Trump aimait surnommer « Razin' Caine » – avait impressionné le président quelques années auparavant en lui affirmant que l'État islamique pouvait être vaincu bien plus rapidement que ce que d'autres avaient prévu. Trump a récompensé cette assurance en nommant le général, qui est un ancien pilote de chasse de l'armée de l'Air, au poste de conseiller militaire en chef. Le général Caine n'était pas un fidèle de la ligne politique, et il nourrissait de sérieuses

inquiétudes quant à une guerre avec l'Iran. Mais il se montra très prudent dans la manière dont il présenta ses opinions au président.

Alors que la petite équipe de conseillers mis au courant des plans délibérait au cours des jours suivants, le général Caine fit part à Trump et à d'autres de l'évaluation militaire alarmante selon laquelle une attaque majeure contre l'Iran épuiserait considérablement les stocks d'armement américain, y compris les missiles intercepteurs, dont l'approvisionnement était déjà mis à rude épreuve après des années de soutien à l'Ukraine et à Israël. Le général Caine ne voyait aucun moyen clair de reconstituer rapidement ces stocks.

Il a également souligné l'énorme difficulté de sécuriser le détroit d'Ormuz et les risques qu'il soit bloqué par l'Iran. Trump avait écarté cette possibilité, partant du principe que le régime capitulerait avant d'en arriver là. Le président semblait penser que ce serait une guerre très rapide – une impression qui avait été renforcée par la réaction tiède suscitée par le bombardement américain des installations nucléaires iraniennes en juin.

Le rôle joué par le général Caine dans la période qui a précédé la guerre a mis en lumière une tension classique entre les conseils militaires et la prise de décision présidentielle. Le chef d'état-major était si déterminé à ne pas prendre position – répétant qu'il ne lui appartenait pas de dire au président ce qu'il devait faire, mais plutôt de présenter des options ainsi que les risques potentiels et les conséquences possibles des deuxième et troisième volets – qu'il pouvait donner l'impression, à certains de ses interlocuteurs, de défendre simultanément les deux positions.

Il demandait sans cesse : « Et ensuite ? » Mais Trump semblait souvent n'entendre que ce qu'il voulait entendre. Le général Caine différait à presque

tous les égards de son prédécesseur, le général Mark A. Milley, qui s'était vivement opposé à Trump au cours de son premier mandat et qui considérait que son rôle était d'empêcher le président de prendre des mesures dangereuses ou imprudentes.

Une personne souvent témoin de leurs interactions a fait remarquer que Trump avait l'habitude de confondre les conseils tactiques du général Caine avec des conseils stratégiques. Concrètement, cela signifiait que le général pouvait, dans un premier temps, mettre en garde contre les difficultés liées à un aspect de l'opération, puis, dans un second temps, faire remarquer que les États-Unis disposaient d'un stock pratiquement illimité de bombes de précision bon marché et pouvaient frapper l'Iran pendant des semaines une fois la supériorité aérienne acquise.

Pour le président de la commission, il s'agissait là de remarques distinctes. Mais Trump semblait penser que la seconde annulait probablement la première.

À aucun moment au cours des délibérations, le président de la commission n'a dit directement au président que la guerre contre l'Iran était une idée catastrophique – même si certains collègues du général Caine pensaient que c'était exactement ce qu'il pensait.

Trump le faucon

Même si Netanyahu était mal vu par bon nombre des conseillers du président, la vision du Premier ministre israélien sur la situation était bien plus proche de l'opinion de Trump que ne voulaient bien l'admettre les anti-interventionnistes de l'équipe Trump ou du mouvement plus large « America First ». Cela était vrai depuis de nombreuses années.

(A suivre)

TUNISIE

Abid appelle les représentations commerciales dans les pays arabes à un suivi en temps réel des évolutions régionales

Le ministre du Commerce et du Développement des exportations, Samir Abid, a appelé, mercredi, les représentations commerciales dans les pays arabes à assurer un suivi en temps réel des évolutions dans les pays de la région et de leurs répercussions mondiales sur plusieurs secteurs, notamment les services, la logistique et le commerce, ainsi qu'à intervenir rapidement et de manière ciblée si nécessaire. Lors d'une réunion tenue à distance et consacrée à l'évaluation de l'activité du réseau des représentations du Centre de promotion des exportations en Algérie, au Maroc, en Libye, en Jordanie et aux Émirats arabes unis depuis le début de l'année 2026, Abid a insisté sur la nécessité de suivre les nouveautés sur les marchés des pays d'accréditation et d'élaborer des visions en conséquence.

Le ministre a également appelé ces représentations à tirer profit de toutes les mutations en les transformant en nouvelles opportunités au bénéfice des entreprises tunisiennes, afin de développer leurs échanges commerciaux et d'exploiter toutes les possibilités de bâtir des partenariats d'investissement et commerciaux solides.

Selon un communiqué du ministère du Commerce, la réunion a permis de passer en revue les opérations et activités promotionnelles organisées par les représentations commerciales durant les premiers mois de 2026, notamment celles liées à l'huile d'olive et aux dattes, ainsi que la participation aux foires, journées commerciales, missions d'hommes d'affaires et rencontres professionnelles. Les programmes d'action pour la prochaine période de l'année ont également été examinés.

Abid a souligné la nécessité de fournir les services requis aux entreprises tunisiennes, à travers leur accompagnement et la mise à leur disposition des données nécessaires pour les exploiter au mieux, tout en leur apportant le soutien permettant de réussir leurs missions et d'obtenir les meilleurs résultats en matière de rythme des échanges commerciaux, de développement des exportations tunisiennes et de positionnement sur les marchés internationaux.

Il a enfin salué les efforts déployés par ces représentations, malgré des moyens limités, pour promouvoir les produits tunisiens, renforcer leur présence et préserver l'image et le rayonnement de la Tunisie.

Agence

POUR RENFORCER SON INFRASTRUCTURE ET DIVERSIFIER SES ROUTES D'EXPORTATION**L'Irak lance un projet d'oléoduc de 1,5 milliard de dollars**

Le projet national influence l'exportation, en fonction du financement futur et des accords régionaux selon les experts. L'Irak lance un projet d'oléoduc de 1,5 milliard de dollars pour renforcer son infrastructure et diversifier ses routes d'exportation.

Synthèse R I/Agence

Dans le cadre d'une orientation stratégique visant à restructurer le système d'exportation de pétrole et à renforcer la flexibilité de l'économie nationale de l'Irak, le gouvernement iraquien avance dans la mise en œuvre d'un projet pétrolier massif estimé à environ 1,5 milliard de dollars.

Le projet comprend la construction de l'oléoduc Basra-Haditha, avec une capacité de conception allant jusqu'à 2,5 millions de barils par jour.

Ce projet s'inscrit dans les efforts gouvernementaux visant à réduire la dépendance à une seule sortie d'exportation et à élargir l'accès aux marchés régionaux et internationaux, réduisant ainsi les risques géopolitiques et améliorant la stabilité des revenus publics. Selon des déclarations du porte-parole

du ministère iraquien du Pétrole, le projet est considéré comme l'un des projets d'infrastructure les plus importants dans le secteur de l'énergie. L'oléoduc s'étendra sur environ 700 kilomètres et aura un diamètre de 56 pouces, le plaçant parmi les plus grands oléoducs de transport de pétrole du pays en termes de capacité et de longueur.

La nouvelle ligne devrait relier les champs pétrolifères du sud à plusieurs points d'exportation, passant par plusieurs raffineries clés, ce qui contribuera à améliorer l'efficacité de l'approvisionnement intérieur et à faciliter les opérations de transport et de raffinage. Les données gouvernementales indiquent que le projet permettra à l'Irak de diversifier ses routes d'exportation de pétrole grâce à plusieurs corridors régionaux, y compris le port syrien de Baniyas, le port turc de Ceyhan, et le

port d'Aqaba. Cela augmenterait la compétitivité du pétrole brut irakien et donnerait Bagdad une plus grande flexibilité dans la gestion de ses exportations en fonction des développements régionaux et des conditions changeantes.

Parallèlement, le ministère du Pétrole poursuit ses efforts pour réhabiliter l'oléoduc Kirkouk-Ceyhan, qui est considéré comme l'une des artères d'exportation les plus importantes avec une capacité dépassant un million de barils par jour.

Selon les informations officielles, l'oléoduc est entré dans les dernières étapes de l'inspection technique en préparation pour son retour en service, avec une capacité initiale allant jusqu'à 600 000 barils par jour, après avoir subi d'importants dommages au cours des dernières années.

QATAR

L'émirat participe à la 4^e réunion arabe sur la transformation des systèmes alimentaires

Le Qatar prend part à la quatrième réunion consacrée à la transformation des systèmes alimentaires dans la région arabe, ouverte ce jour au siège de la Ligue des États arabes au Caire, en partenariat avec le Pôle de coordination des systèmes alimentaires des Nations Unies, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale. La délégation qatarie est conduite par le Dr Issa Salem Al-Kuwari, représentant de l'État du Qatar auprès de la Ligue arabe. Prévue sur deux jours, la ren-

contre vise à promouvoir le partage d'expertises, à renforcer les cadres de coopération avec les partenaires régionaux et internationaux, ainsi qu'à stimuler l'investissement et à aligner les priorités nationales sur les opportunités de financement disponibles. Y participent également plusieurs agences onusiennes, dont le Programme des Nations Unies pour le développement, l'Organisation mondiale de la santé, le Programme alimentaire mondial et le Fonds international de développement agricole, aux côtés d'autres partenaires. Cette réunion intervient dans un contexte de défis croissants en matière de sécurité alimentaire

dans la région arabe et s'inscrit dans la dynamique engagée depuis le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires de 2021, visant à accélérer la réalisation des objectifs de développement durable à travers une approche intégrée. Dans ce cadre, Son Excellence l'ambassadeur Dr Ali bin Ibrahim Al Malki, secrétaire général adjoint et chef du secteur des affaires économiques de la Ligue arabe, a indiqué que cette rencontre, organisée pour la première fois par l'institution, intervient dans un contexte régional marqué par des perturbations affectant les chaînes d'approvisionnement mondiales. Il a relevé que les pays

du Golfe, parmi les principaux producteurs mondiaux d'engrais, jouent un rôle déterminant dans l'équilibre des marchés, avec des répercussions directes sur la sécurité alimentaire à l'échelle internationale. Selon lui, les travaux devraient aboutir à l'adoption d'un document régional sur la transformation des systèmes alimentaires dans les pays arabes, en cohérence avec les orientations internationales, ainsi qu'au lancement de partenariats et d'initiatives conjointes dans les domaines du financement, de l'innovation et des politiques publiques.

R.E

EGYPTE

Le Caire mettra en service un nouveau projet gazier d'ici fin 2026

Redevenue importatrice nette de gaz depuis 2024 après plusieurs années d'autosuffisance, l'Égypte accélère le développement de nouveaux gisements offshore pour contenir la pression sur son système énergétique. Le ministère du Pétrole a annoncé le 4 mai la mise en production du champ Mina West au quatrième trimestre 2026. Situé en Méditerranée, ce projet est développé par Shell et Kuwait Foreign Petroleum Exploration Company (KUFPEC), en partenariat avec Rashid Petroleum.

Il devrait injecter environ 160 millions de pieds cubes de gaz par jour dans le réseau, via un raccordement aux infra-

structures existantes. Le forage d'un second puits, Mina West-2, est en cours, après des résultats initiaux jugés solides.

Le projet s'inscrit dans une stratégie plus large de relance de l'exploration en eaux profondes. Les autorités et leurs partenaires déploient actuellement, pour la première fois dans le pays, des technologies comme la sismique 4D et les systèmes ocean bottom node (OBN). L'objectif est d'améliorer la qualité des données géologiques, de réduire les risques pour les investisseurs et d'accélérer l'identification de ressources situées à grande profondeur.

Cette accélération répond à un déséqui-

libre structurel avec le déclin du champ de Zohr, pilier de la production nationale, qui a fragilisé l'approvisionnement. Sa production est en effet passée d'environ 2,7 milliards de pieds cubes par jour en 2022 à près de 1,9 milliard en 2024. Or, le gaz naturel représente environ 52 % du mix énergétique du pays, ce qui amplifie l'impact de cette baisse sur l'ensemble de l'économie.

Dans ce contexte, Le Caire multiplie les campagnes de forage pour renforcer ses capacités à moyen terme. L'année 2026 est marquée par une intensification des activités, avec plusieurs projets en Méditerranée, dont un programme de quatre puits adossés à des infrastructures exis-

tantes.

Au-delà de Mina West, la trajectoire repose sur l'enchaînement rapide de nouveaux développements. Rashid Petroleum prévoit ainsi d'investir 350 millions de dollars à partir de 2027 pour forer trois puits supplémentaires, tandis que les travaux autour de la découverte Sirius avancent.

La capacité de l'Égypte à retrouver une position d'équilibre dépendra de la concrétisation de ces projets, dans un contexte de demande soutenue et de concurrence accrue pour attirer les capitaux nécessaires au développement des ressources gazières en mer.

Agence

BAUXITE

La Guinée et EGA annoncent un accord à l'amiable

Privé de sa concession guinéenne en 2025, l'émirati EGA a perdu un maillon important de son approvisionnement en bauxite. Depuis, la société explorait différentes options pour obtenir un dédommagement de Conakry, y compris la négociation.

L'État guinéen, Emirates Global Aluminium (EGA) et sa filiale Guinea Alumina Corporation (GAC) ont annoncé le 6 mai 2026 la conclusion d'un accord à l'amiable, mettant ainsi un terme à un litige de plus de 18 mois, qui a entraîné le retrait de la concession de bauxite exploitée par GAC en Guinée et son transfert à la compagnie publique Nimba Mining Company (NMC). Les termes de l'arrangement prévoient le versement par Conakry d'une somme forfaitaire à GAC, en contrepartie du transfert des actifs à NMC en août 2025. Négocié sous l'égide du bâtonnier en exercice de l'Ordre des avocats de Paris, l'accord couvre également la Compagnie des Bauxites de Guinée (CBG), autre producteur guinéen contrôlé à 49 % par l'État, qui avait suspendu ses livraisons de bauxite à EGA durant le conflit. Le différend entre les parties est né à la mi-2024 de la suspension par les autorités guinéennes des exportations de

GAC, dans le cadre d'une pression plus large sur les opérateurs de bauxite pour qu'ils s'engagent dans la construction de raffineries d'alumine.

Un différend né des pressions sur la transformation locale

En juillet 2025, EGA a annoncé la résiliation de sa convention de base avec l'État guinéen et procédé à une dépréciation complète de la valeur de GAC, pour un montant de 2,5 milliards de dirhams des Émirats arabes unis (environ 680 millions de dollars). Après le retrait de la concession et son transfert à NMC, l'hypothèse d'une procédure judiciaire d'EGA contre la Guinée a été avancée, avant que des négociations n'aient finalement lieu entre les parties. Il faut dire que l'entreprise émiratie dépend largement de la Guinée pour approvisionner sa raffinerie d'aluminium d'Al Taweelah en bauxite, ce qui a pu l'inciter à trouver un compromis

afin d'éviter une procédure judiciaire susceptible de s'étendre sur plusieurs années. « Les intérêts sont convergents : EGA a besoin de la bauxite guinéenne pour alimenter sa raffinerie à Abu Dhabi, et la Guinée a tout intérêt à sécuriser des partenariats équilibrés et durables », analyse Patrice L'Huillier, DG de NMC, dans une interview accordée à Agence Ecofin. Si Conakry tourne la page du différend avec EGA, les autorités doivent encore gérer des contentieux ouverts sur plusieurs fronts après les retraits massifs de permis miniers en 2025. La société émiratie Axis Minerals réclame ainsi 28,9 milliards de dollars devant le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) après le retrait de son permis de bauxite à Boffa, et le canadien Falcon Energy Materials y a déposé une demande de 100 millions de dollars pour l'annulation de son projet de graphite de Lola.

R I/Agence

AFRIQUE DU SUD

Le marché des renouvelables s'oriente vers une année record

Porté par un volume élevé de projets en cours de finalisation, le marché sud-africain des renouvelables s'oriente vers une année record en 2026, avec une complémentarité entre programmes publics et initiatives privées. L'Afrique du Sud pourrait battre un record dans le développement des énergies renouvelables en 2026, avec près de 5 252 MW de nouvelles capacités à sécuriser leur financement cette année. Selon une note d'orientation intitulée « South African IPPs : Financial Close Monitor » du Power Futures Lab, affilié à l'UCT Gra-

duate School of Business et publié lundi 4 mai, le pays se dirige vers une année inédite, portée par un volume élevé de projets en voie de finalisation.

Un pipeline de projets record

Entre janvier et avril 2026, 8 projets ont atteint la clôture financière, représentant 1 932 MW de capacités solaires et de stockage, selon le briefing. Parmi ces initiatives figurent plusieurs centrales solaires de grande taille, dont certaines dépassent 300 MW. À ces projets s'ajoute un pipeline de 26 installations en développe-

ment avancé, totalisant environ 3 320 MW. En cas de concrétisation, le volume annuel d'infrastructures financièrement sécurisées pourrait atteindre près de 5 252 MW, dépassant le précédent record de 3 562 MW enregistré en 2024. Le document souligne ainsi que « l'année 2026 est en passe d'établir un nouveau record en matière de capacité d'énergie renouvelable atteignant la clôture financière en une seule année ».

Un marché désormais structuré entre secteur public et privé

Cette dynamique repose sur deux segments complémentaires. Les programmes publics, notamment les cycles du Renewable Energy Independent Power Producer Procurement Programme (REIPPPP) et son portefeuille « jumeau » dédié au stockage, représentent environ 3 112 MW répartis sur une vingtaine de projets, soit près de 59 % des capacités attendues en 2026. Ces mécanismes constituent ainsi un pilier du développement des solutions renouvelables, en particulier pour les projets de grande envergure.

R I.

CÔTE D'IVOIRE

Trois marchés de gros annoncés pour moderniser la filière vivrière

Le projet vise à moderniser la commercialisation des produits vivriers, réduire les pertes post-récoltes et renforcer la souveraineté alimentaire.

Le gouvernement ivoirien a annoncé la construction de trois marchés de gros à Abengourou, Abidjan et Daloa. Cette initiative, présentée par Bernard Kini Comoé, ministre délégué auprès du ministre de l'Agriculture, du Développement rural et des Productions vivrières, chargé des Productions vivrières, s'inscrit dans la réforme encadrant les marchés de gros. Selon le communiqué officiel publié lundi 4 mai, le projet s'intègre au Plan national de développement (PND) 2026-2030. L'objectif est d'améliorer l'approvisionnement, le stockage, le transport et la distribution des produits vivriers, afin de réduire les pertes post-récolte, limiter l'instabilité des prix et renforcer la résilience du système alimentaire national. Les réformes introduisent notamment une gestion professionnalisée des marchés, la création de commissions spécialisées (hygiène, discipline, traçabilité) et l'intégration de marchés relais pour fluidifier la chaîne d'approvisionnement. Pilier de la sécurité alimentaire ivoirienne, le secteur vivrier contribue à environ 5,7 % du PIB national et repose sur des productions stratégiques telles que l'igname, le manioc, la banane plantain, le riz et les cultures maraichères. Toutefois, selon les autorités, les insuffisances persistantes en matière de stockage, de transport et de commercialisation continuent de freiner son développement.

Pour faire face à ces défis, le gouvernement entend s'appuyer sur la mise en place de marchés d'intérêt national (MIN) afin de mieux organiser les circuits de distribution, réduire le nombre d'intermédiaires et garantir une meilleure qualité des produits vivriers. Dans cette dynamique, plusieurs programmes structurants ont déjà été engagés, notamment : les deux phases du Programme national d'investissement agricole (PNIA 2012-2017 ; PNIA 2017-2025), d'un coût cumulé de 13 915 milliards FCFA (25 milliards \$) ; les agro-pôles régionaux destinés à renforcer la transformation locale ; ainsi que des dispositifs financiers comme le PURGA (85 milliards FCFA) et le Fonds à coûts partagés (43 milliards FCFA), destinés à soutenir les PME agricoles.

Agence

GAZ

Le Kenya et la Tanzanie misent sur un pipeline pour soutenir l'industrialisation et le commerce

Le Kenya et la Tanzanie veulent renforcer leur intégration économique en misant sur l'énergie et les infrastructures. L'objectif est de lever les barrières commerciales et de soutenir leur développement industriel régional. Le Kenya et la Tanzanie ont signé le lundi 4 mai 2026 un accord prévoyant une étude de faisabilité pour un gazoduc entre Dar es Salaam et Mombasa, ainsi que le lancement du commerce transfrontalier d'électricité. L'accord a été conclu à Dar es Salaam en présence des présidents Samia Suluhu Hassan et William Ruto, dans le cadre d'une visite d'État marquée par la signature de huit conventions couvrant l'énergie, les infrastructures, le commerce et la sécurité. Les deux pays ont mandaté leurs ministres de l'Énergie pour conduire une

étude conjointe destinée à évaluer la viabilité technique, économique et environnementale de cette infrastructure. Le tracé envisagé relierait les réserves gazières tanzaniennes aux centres industriels kenyans, avec pour objectif est de faciliter l'approvisionnement énergétique et de réduire les coûts pour les entreprises.

Les autorités indiquent que ce projet pourrait soutenir l'expansion industrielle le long de la côte est-africaine. Il est présenté comme un levier d'intégration énergétique régionale et d'optimisation de la distribution du gaz. En parallèle, l'accord acte le démarrage d'échanges d'électricité entre les deux pays, de quoi améliorer la fiabilité des réseaux et renforcer l'approvisionnement énergétique. L'initiative s'inscrit dans une démarche

progressive, structurée par étapes successives de mise en œuvre et de validation des différentes composantes du projet. L'étude de faisabilité conditionnera la décision d'investissement, mais les échanges d'électricité peuvent être mis en œuvre plus rapidement pour répondre aux besoins immédiats.

Un contexte de commerce freiné par les barrières non tarifaires

Cette initiative s'inscrit dans un contexte de relations économiques denses, mais contraintes. Le commerce bilatéral a atteint 860 millions USD en 2025, un niveau inférieur au potentiel identifié par les deux États. Selon William Ruto, ce volume aurait pu dépasser le milliard de dollars en l'absence des barrières non ta-

rifaires qui continuent de freiner les flux de biens et de services.

Face à cet état des lieux, les deux dirigeants se sont engagés à éliminer l'ensemble de ces obstacles administratifs d'ici fin mai 2026. Des mécanismes de suivi ont été prévus, notamment à travers la mobilisation régulière des instances conjointes de coopération commerciale. La logique qui sous-tend cette séquence est essentiellement d'ordre économique. Les deux parties cherchent à fluidifier les échanges, à attirer les investissements et à renforcer la compétitivité de leurs économies. William Ruto estime que la levée des obstacles pourrait générer jusqu'à 500 millions USD d'investissements transfrontaliers supplémentaires sur trois ans.

R.E

BOURSES MONDIALES

L'Europe clôture en baisse, Wall Street touche de nouveaux records

Wall Street a terminé sur de nouveaux sommets vendredi, faisant fi des nouvelles tensions entre l'Iran et les Etats-Unis, tandis que les Bourses européennes ont clôturé dans le rouge, plus prudentes face à l'incertitude géopolitique.

La Bourse de New York, le Nasdaq (+1,71%) et l'indice élargi S&P 500 (+0,84%) se sont respectivement établis à 26.247,08 et 7.398,93 points en clôture, de nouveaux records. Le Dow Jones est resté proche de l'équilibre (+0,02%).

"Aucune mauvaise nouvelle ne semble pouvoir freiner ce marché", observe auprès de l'AFP Sam Stovall, de CFRA. "Même pas la reprise des hostilités entre Washington et Téhéran."

Des affrontements ont éclaté vendredi dans le détroit d'Ormuz entre les Etats-Unis et l'Iran, au moment où Washington attend une réponse de Téhéran à sa dernière proposition en vue de mettre durablement fin au conflit.

"Mais les investisseurs (américains) ne se laissent pas décourager par une éventuelle faiblesse conjoncturelle future", remarque Jose Torres, d'Interactive Brokers.

"Compte tenu des gains récents" Sam Stovall estime toutefois qu'un "repli du marché dans un avenir proche" ne serait pas "surprenant".

La place américaine n'a pas non plus été chamboulée vendredi par la publication d'un indice mesurant le moral des consommateurs américains, qui a atteint un plus bas historique face au coût de la

vie. Et les investisseurs ont salué vendredi le rapport sur le marché du travail en avril aux Etats-Unis, qui a montré la création de 105.000 emplois le mois dernier (contre 60.000 anticipé).

Sur le Vieux Continent, en revanche, les doutes ont gagné les esprits. Les indices européens ont terminé dans le rouge, à l'image de Francfort (-1,32%), Paris (-1,09%) et Londres (-0,43%). Seule la Bourse de Milan est restée stable (-0,00%). En Europe, les opérateurs sont restés focalisés sur la situation au Moyen-Orient, qui reste "floue et ne devrait pas se clarifier rapidement", relève Andreas Lipkow, analyste pour CMC Markets.

Légère hausse du pétrole

Les cours du pétrole ont terminé en petite hausse vendredi, malgré les nouveaux accords au cessez-le-feu au Moyen-Orient. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord a pris 1,23% à 101,29 dollars.

Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, a gagné 0,64% à 95,42 dollars.

Les prix restent nettement inférieurs à ceux observés il y a une semaine.

Pour l'instant, "le marché donne une chance à la paix", explique Arne Lohmann

Rasmussen, analyste chez Global Risk Management.

"Même en cas d'accord, toutefois, les prix du pétrole ne devraient baisser que de manière limitée dans un premier temps, car un retour à la normale n'est pas à prévoir pour l'instant", prévient Barbara Lambricht, de Commerzbank.

Expedia expédiée

A Wall Street, la plateforme de réservation de voyages Expedia (-9,02% à 229,98 dollars) a souffert de prévisions jugées décevantes par les investisseurs pour le trimestre en cours. Ses résultats pour les trois premiers mois de 2026 se sont également révélés inférieurs aux anticipations des analystes.

A l'inverse, le site de location immobilière de courte durée Airbnb (+0,73% à 141,49 dollars) a terminé dans le vert, aidé no-

tamment par un chiffre d'affaires au-dessus des attentes pour le premier trimestre.

Commerzbank coupe dans ses effectifs

La banque allemande Commerzbank a dévoilé vendredi un plan de départs de 3.000 salariés et réaffirmé sa volonté de conserver son indépendance face à l'offre de reprise hostile officialisée mardi par l'italienne UniCredit pour 35 milliards d'euros.

Pour 2026, elle a relevé à "au moins 3,4 milliards d'euros" son objectif de résultat net, après avoir fait état vendredi d'un solde en progression annuelle de 9% à 913 millions d'euros au terme du premier trimestre, supérieur aux attentes des analystes sondés par Factset.

Les investisseurs n'ont toutefois pas été convaincus: le titre a perdu 3,98% à 35,44 euros à Francfort.

ETATS-UNIS

Wall Street termine en hausse, portée par l'IA et l'emploi

Le S&P 500 et le Nasdaq, portés par les valeurs liées à l'IA, ont clôturé sur des records vendredi à la Bourse de New York. Les indices ont également profité d'un rapport mensuel sur l'emploi attestant de la solidité du marché du travail.

Le Standard & Poor's 500 a pris 61,82 points, soit 0,84% à 7.398,93 points. Le Nasdaq Composite a avancé de son côté de 440,88 points, soit 1,71% à 26.247,076 points.

L'indice Dow Jones a fini stable (+0,02%, ou 12,19 points, à 49.609,16 points).

Le S&P 500 et le Nasdaq enregistrent leur sixième semaine consécutive de gains, ce qui n'était plus arrivé depuis octobre 2024. Les deux indices ont atteint des sommets cette semaine, les investisseurs se concentrant sur les solides résultats financiers des entreprises américaines, en mettant de côté les inquiétudes liées à la hausse des prix du pétrole et ses répercussions sur l'inflation.

Le rapport mensuel sur l'emploi a également alimenté l'optimisme. L'économie américaine a

créé plus d'emplois que prévu en avril et le taux de chômage est resté stable à 4,3%, ce qui renforce les anticipations selon lesquelles la Réserve fédérale (Fed) maintiendra ses taux d'intérêt inchangés pendant un certain temps.

Le rapport a fait toutefois état de certaines tensions, notamment en raison de la forte augmentation du nombre de personnes travaillant à temps partiel, qui a bondi de 445.000 le mois dernier pour atteindre 4,9 millions.

Aux valeurs, les semi-conducteurs, dont le géant Nvidia (+1,8%), ont redressé la barre après leurs pertes enregistrées la veille et contribué largement à la hausse des indices.

Les fabricants de mémoires et de capacités de stockage comme Micron Technology et Sandisk ont grimpé de plus de 15%, recherchés en raison de la forte demande liée à l'essor des centres de données pour l'intelligence artificielle.

R.I.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 07 Mai 2026
Valeur : 11 Mai 2026

BASE	DEVISES	COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD US DOLLAR	132.1096	132.1246
1	EUR EURO	155.3609	155.4050
1	GBP POUND STERLING	179.9123	179.9572
100	JPY JAPANESE YEN	84.5177	84.5543
1	CNY CHINESE YUAN	19.4222	19.4264
1	CHF SWISS FRANC	169.8503	169.9133
1	CAD CANADIAN DOLLAR	96.9398	96.9793
1	DKK DANISH KRONE	20.7981	20.8060
1	SEK SWEDISH KRONA	14.3190	14.3232
1	NOK NORWEGIAN KRONE	14.2983	14.3028
1	AED UAE DIRHAM	35.9638	35.9777
1	SAR SAUDI RIYAL	35.2198	35.2257
1	KWD KUWAITI DINAR	431.3079	431.4977
1	TND TUNISIAN DINAR	45.2908	45.7460
1	MAD MOROCCAN DIRHAM	14.3796	14.3812
1	LYD LIBYAN DINAR	20.8204	20.9270
1	MRU MAURITANIAN OUGUIYA	3.3136	3.3239
1	SDR SPEC. DRA. RIGHTS	181.9086	181.9086

BOURSE ZURICH

Le SMI fait les frais de la reprise des hostilités dans le Golfe

La Bourse suisse a terminé la semaine dans le rouge vendredi, refroidie par le nouvel échange de tirs dans le Golfe persique et les informations contradictoires circulant de part et d'autre. Les chiffres de l'emploi américain, et notamment des créations d'emploi supérieures aux attentes, n'ont pas suffi à faire oublier la fragilité de la situation au Moyen-Orient. La tendance baissière s'est observée sur les autres principales places financières européennes: Francfort a cédé 1,32%, Paris 1,09% et Londres 0,43%. Seul Milan est restée stable.

La Bourse américaine évoluait en hausse en début d'après-midi, récupérant quelques points après le repli de la veille et profitant de la pu-

blication d'un rapport sur l'emploi américain meilleur qu'attendu. Le pays a ainsi créé 105'000 emplois le mois dernier, là où les investisseurs en attendaient autour de 60'000, d'après le consensus publié par Trading Economics. Le taux de sans-emploi est pour sa part resté stable à 4,3%. Pour Frank Sohleder, analyste à ActivTrades, "les foyers de tension géopolitiques s'intensifient à nouveau. Des échanges de tirs entre les Etats-Unis et l'Iran dans le détroit névralgique d'Ormuz, ainsi que les menaces massives américaines étouffent systématiquement dans l'oeuf tout espoir de reprise" des cours.

Le pétrole était à nouveau en hausse, le baril de Brent accélérant vers 17h40 de 1,8% à 101,80 dol-

lars, tandis que le WTI prenait 1,1% à 95,84 dollars.

A la Bourse suisse, l'indice vedette SMI a chuté de 0,26% à la clôture pour s'établir à 13'100,63 points. Le SLI a reculé de 0,41% à 2101,11 points et le SPI a lâché 0,33% à 18'574,54 points.

Lonza inverse la vapeur

Les deux tiers des valeurs vedettes ont fini dans le rouge, et seules neuf se sont hissées dans le vert. Logitech (+3,0%), VAT Group et Julius Bär (chacun +1,3%) ont constitué le peloton de tête. Les analystes de Berenberg ont relevé l'objectif de cours du fabricant de périphériques informatiques et confirmé leur recommandation à l'achat après les

résultats mardi soir du groupe vaudois.

Les plus fortes baisses étaient enregistrées par Kühne+Nagel (-2,8%), traité hors dividende de 6,00 francs suisses, Schindler (-2,8% également) et Swiss Life (-2,7%). Les analystes d'UBS recommandant désormais le titre de l'assureur vie à la vente, après une approche neutre jusqu'à présent.

Après une tendance positive du début de matinée Lonza (-0,7%) a finalement terminé dans le rouge. Le fournisseur de l'industrie pharmaceutique a confirmé ses ambitions pour l'ensemble de l'année en cours, dans le sillage d'une performance non quantifiée mais jugée satisfaisante au premier trimestre. Sur le marché élargi, Landis+Gyr (-

15,6%) a dégingolé après avoir pourtant fait état de recettes en hausse sur l'exercice décalé 2025-2026. L'abandon des activités en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique (EMEA) a toutefois creusé les pertes.

Clariant (-2,9%) a fini en baisse. Le chimiste a pâti en début d'année de la guerre au Moyen-Orient, qui a pesé sur les revenus et la rentabilité opérationnelle.

Mobimo (-2,2%) a confirmé sa feuille de route 2026-2030. Au terme de la période, la valeur du portefeuille immobilier est attendue à au moins 4,5 milliards de francs suisses, après 3,9 milliards fin 2015, immeubles en construction inclus.

Agence

ETATS-UNIS

Le chômage stable à 4,3%

Les Etats-Unis sont restés officiellement proches du plein emploi en avril avec un chômage stable à 4,3%, selon des données publiées vendredi. La première économie mondiale a créé 105.000 emplois sur la période, les investisseurs en attendaient autour de 60.000, d'après le consensus publié par Trading Economics.

Le mois de mars avait été marqué par encore plus de créations d'emplois (185.000).

Les données du service statistique du ministère américain du Travail (BLS), publiées très rapidement après la fin du mois, font souvent l'objet de fortes révisions.

Elles ont aussi connu de brusques variations ces derniers mois, tantôt avec des créations d'emplois très au-dessus des attentes, tantôt avec des destructions spectaculaires (156.000 en février). En moyenne, les créations nettes d'emplois sont conservées nettement en deçà du niveau qui était le leur avant le retour au pouvoir de Donald Trump.

Cette embellie n'a pas suffi à remonter le moral des consommateurs. En effet, le moral des consommateurs américains a atteint un plus bas historique face au coût de la vie, selon les données de l'université du Michigan publiées vendredi, qui font référence.

"Dans l'ensemble, les consommateurs continuent de se sentir pressés par la hausse des coûts, en particulier à la pompe", est-il écrit dans le rapport. L'indice mesurant leur confiance ressort à 48,2 points, un niveau qui n'avait encore jamais été rapporté par l'université du Michigan qui a marqué la confiance des consommateurs depuis novembre 1952.

Dans leurs réponses, environ un tiers des consommateurs sondés "ont spontanément évoqué les prix de l'essence" qui ont bondi depuis le début de l'escalade militaire au Moyen-Orient. Un pourcentage à peine inférieur a mentionné les droits de douane mis en place par le gouvernement. Les économistes relèvent en outre que ce moral en berne ne s'est pas jusqu'ici traduit par un recul général de la consommation.

"Les salaires de nombreux consommateurs ont suivi le rythme des hausses de prix. Ils arrivent donc à faire face aux prix plus élevés, même s'il y a plus de tensions en bas de l'échelle sociale.

R I/Agence

Le gouvernement américain va devoir rembourser les droits de douane à trois entreprises

Saisi par plusieurs entreprises, le Tribunal pour le commerce international (CIT) a jugé illégaux les droits de douane temporaires de 10% imposés par Donald Trump en début d'année, remplaçant alors les surtaxes généralisées qui avaient été invalidées par la Cour suprême.

Un tribunal américain a jugé jeudi illégaux les droits de douane temporaires de 10% imposés en février par Donald Trump pour remplacer les surtaxes généralisées qui avaient été invalidées par la Cour suprême. Selon le Tribunal de commerce international des États-Unis (CIT), le gouvernement américain ne peut s'appuyer sur une loi vieille de 1974, et visant à rééquilibrer les échanges entre les États-Unis et ses partenaires commerciaux, pour imposer des droits de douane indiscriminés.

Dans un communiqué, le Centre pour la liberté et la justice (LJC), qui avait déposé le recours au nom de plusieurs entreprises, s'est félicité de la décision. Selon Jeffrey Schwab, un des principaux avocats du LJC, la loi de



1974 avait été votée pour répondre à "une crise historique spécifique durant laquelle les réserves d'or et de devises avaient été épuisées".

"Les États-Unis ont un déficit commercial, pas un déficit de la balance des comptes courants, ni des problèmes de paiement internationaux. Le président ne peut pas imposer ces droits de douane", a-t-il ajouté dans un communiqué. Annalisa Cappellini

: Rubio à Rome, l'opération démantèlement de Trump - 08/05 Il s'agit d'un nouveau camouflet pour le président américain qui a placé les taxes douanières au cœur de sa politique économique depuis son retour à la Maison Blanche début 2025 et menace d'en imposer de nouvelles.

Balance des comptes courants

Selon la décision rendue jeudi,

prise à deux juges contre un, la surtaxe de 10% n'est pas conforme à la loi. Par conséquent, les trois entreprises qui avaient saisi le tribunal ne doivent plus être soumises à un tel surcoût. Le tribunal enjoint aussi le gouvernement américain à leur rembourser, avec intérêts, les droits de douane injustement perçus lors des deux derniers mois. Si le jugement, susceptible d'appel, reste pour le moment limité à ces trois plaignants, il ouvre un précédent juridique permettant à d'autres entreprises de contester elles aussi les surtaxes. Fin février la Cour suprême américaine avait annulé une bonne part des droits de douane voulus par le président américain, estimant que ce dernier avait fait une lecture anticonstitutionnelle d'un texte de loi pour les justifier. Donald Trump avait aussitôt dégainé cette nouvelle surtaxe de 10%. Mais la loi de 1974 ne s'applique que dans le cas où un déséquilibre marqué de la balance des comptes courants est démontré.

R.E

ESPAGNE

La production industrielle repart à la hausse en mars

La production industrielle en Espagne a légèrement augmenté en mars, malgré les répercussions économiques dans le pays du contexte géopolitique mondial, a annoncé vendredi l'Institut national de la statistique (INE).

Selon les données provisoires corrigées des effets saisonniers et du calendrier de l'INE, l'indice mensuel de la production industrielle espagnole a grimpé de 2,3% lors du dernier mois du premier trimestre par rapport à février.

En janvier puis en février, la production industrielle avait baissé respectivement de 0,6% et 0,1%.

Mais malgré la persistance des incertitudes géopolitiques mondiales, la croissance du PIB national a atteint +0,6% au premier trimestre, selon l'INE, poursuivant sa belle dynamique.

R I.

MEXIQUE

La Banque centrale mexicaine abaisse son taux directeur

La Banque centrale mexicaine (Banxico) a annoncé jeudi une réduction de son taux directeur de 25 points de base, à 6,5%, dans un contexte économique en berne. L'économie mexicaine, la deuxième d'Amérique latine après le Brésil, s'est contractée de 0,8% au premier trimestre, confrontée à la faiblesse des secteurs de l'industrie et des services.

Une baisse des taux rend le crédit moins coûteux et tend à dynamiser l'activité économique.

La banque centrale a souligné qu'avec cette baisse elle mettrait fin au cycle de réductions du taux entamé en mars 2024, estimant que le nouveau taux était approprié pour faire face aux défis économiques du Mexique.

Elle a également indiqué que l'inflation générale annuelle avait diminué pour s'établir à 4,4% en avril, contre 4,63% annoncés fin mars, mais bien au-dessus de son objectif de 3%.

APS

FRANCE

Le pays risque la récession

"Le premier trimestre a été douloureux, le deuxième sera pire": le pouvoir d'achat des Français est en berne et le pays risque d'entrer en récession s'ils ne piochent pas dans leur épargne. Plutôt bien armée pour résister à la crise énergétique, l'économie française a pourtant stagné au premier trimestre, plombée par une consommation en berne. Cette situation préoccupante s'explique en partie par la dégradation du pouvoir d'achat des ménages ces derniers mois. Et la flambée des prix de l'énergie risque d'aggraver les choses.

L'économie française a calé avant même que les effets de la crise énergétique se fassent pleinement sentir.

L'activité a stagné de manière inattendue au premier trimestre (0,0%), réduisant sérieusement les chances d'atteindre l'objectif de croissance fixé en début d'année (0,9%) et sur lequel repose notamment la réduction du déficit budgétaire. Le pays devrait toutefois éviter le pire, c'est-à-dire une récession, selon le gouverneur de la Banque de France. La croissance sera de "0,9% dans le cas le plus favorable et de 0,3% dans le cas le plus défavorable", a estimé François Villeroy de Galhau, ce mardi 4 mai. Certaines caractéristiques du pays peuvent inciter à un optimisme relatif.

"Nous estimons que l'économie française est mieux armée que la plupart des autres pays européens pour faire

face à la hausse des prix de l'énergie", observe ainsi la banque américaine Goldman Sachs dans une note.

"La France est moins dépendante du secteur manufacturier et son industrie est moins énergivore qu'ailleurs en Europe", note d'abord la banque. De plus, "l'important parc nucléaire français rend les prix de l'électricité beaucoup moins sensibles aux fluctuations du prix du gaz que dans d'autres pays européens", observe Goldman Sachs, qui table sur une croissance de 0,6% cette année.

Perte de pouvoir d'achat

"Globalement, l'économie française est entrée dans cette crise dans une situa-

tion moins favorable que lors du précédent choc énergétique de 2022", note toutefois Maxime Darmet, économiste pour la France chez Allianz Trade, interrogé par BFM Business. Parmi les éléments préoccupants: la consommation des ménages, qui représente plus de la moitié du Produit intérieur brut (PIB), s'est contractée (-0,1%) au premier trimestre. Cela s'explique en partie par la mauvaise santé du pouvoir d'achat des ménages depuis le milieu de l'année 2025. Selon les données de l'Insee, ce dernier baissait avant la flambée des prix à la pompe, qui en sera d'autant plus douloureuse.

R.I.

AVEC NEMOTRON 3 SUPER, SON NOUVEAU MODÈLE OPEN-SOURCE NVIDIA détrône DeepSeek

Lancé en mars 2026, Nemotron 3 Super totalise déjà 120 milliards de paramètres, dont seulement 12 milliards actifs à chaque inférence. Sur le leaderboard EnterpriseOps-Gym, il obtient une moyenne de 27,3 points, devance Kimi-K2.5 en deuxième position, DeepSeek v3.2 troisième et GPT-OSS-120B cinquième.

EnterpriseOps-Gym, développé par ServiceNow AI Research, évalue les agents sur 1 150 tâches réparties sur 8 domaines d'entreprise, tickets, emails, orchestration hybride, dans des environnements interactifs avec 512 outils fonctionnels et des séquences pouvant atteindre 34 étapes, chaque action modifiant définitivement la base de données partagée. NVIDIA vient d'y publier ses premiers résultats avec Nemotron 3 Super sur ce benchmark. Les poids du modèle, plus de 10 000 milliards de tokens de données et les recettes d'entraînement sont tous publiés en open source. C'est un niveau de transparence rare dans le secteur, y compris face à Meta avec Llama. Les organisations qui hébergent leurs agents sur leur propre infrastructure disposent ainsi d'une base solide, auditable et personnalisable.

12 milliards de paramètres actifs pour battre des modèles deux fois plus lourds

Nemotron 3 Super intègre LatentMoE, une technique de compression des tokens dans un espace latent avant distribution aux experts, activant quatre fois plus d'experts pour un même coût d'inférence. Le résultat est contre-intuitif : un modèle n'activant qu'une fraction de ses paramètres à chaque passe dépasse des architectures denses bien plus gourmandes. Grâce à la prédiction multi-token, la génération de texte long gagne jusqu'à trois fois en vitesse, avec une fenêtre de contexte native d'un million de tokens. Des agents qui enchaînent des dizaines d'étapes sur tickets, documents et appels d'outils réussissent bénéficient directement de cette capacité de mémorisation longue. Nemotron 3 Super obtient des scores équi-



valents ou supérieurs à GPT-OSS-120B et Qwen3.5-122B, avec un débit jusqu'à 2,2 fois et 7,5 fois plus élevé selon les configurations. Pré-entraîné sur 25 000 milliards de tokens, le modèle a ensuite bénéficié d'un apprentissage par renforcement sur 21 environnements avec 1,2 million de rollouts. Grâce à son architecture hybride Mamba-Transformer, la complexité de traitement des longues séquences tombe bien en dessous de celle d'un Transformer pur. Nemotron 3 Super mène sur les workflows TEAMS, Email et Hybrid, tout en restant compétitif sur CSM, ITSM et Drive.

Un modèle ouvert au service de l'écosystème NVIDIA

Les poids de Nemotron 3 Super sont téléchargeables, modifiables et hébergeables par n'importe quelle organisation, contrairement aux modèles fermés d'OpenAI ou d'Anthropic. Optimisé nativement pour les GPU NVIDIA, entraîné via NeMo et

déployable via NIM, le modèle oriente naturellement les équipes techniques vers les accélérateurs de Santa Clara. Sans compter l'argument commercial d'NVIDIA de distribuer gratuitement un modèle de cette qualité pour l'ensemble de sa chaîne matérielle.

En production, une instance complète en précision FP16 requiert au minimum deux GPU A100 80 Go ou un H100 SXM. Le coût d'inférence tourne autour de 0,10 dollar par million de tokens en entrée et 0,40 dollar en sortie, bien en dessous des modèles propriétaires comparables.

Soit un modèle prêt à la production pour les DSI soucieux de garder leurs données sur leur propre infrastructure, avec une licence ouverte et des recettes d'entraînement publiées. Mais les performances réelles dépendent du déploiement, des données, de la latence, du coût et des contraintes de sécurité propres à chaque organisation.

DONNÉES SENSIBLES

L'UE s'active pour rompre les liens avec les géants américains du cloud

La Commission européenne envisage de restreindre l'accès des fournisseurs cloud américains aux données sensibles des États membres. Une nouvelle preuve de l'intensification des tensions entre l'Union européenne (UE) et l'administration Trump. Outre des relations transatlantiques dégradées depuis l'élection de Donald Trump, le Cloud Act, adopté en 2018, pose très fortement question sur le Vieux Continent, alors que l'essentiel des données sensibles des administrations publiques transite par les infrastructures cloud des géants américains.

Car cette législation autorise les autorités judiciaires et les forces de l'ordre outre-Atlantique à réclamer l'accès aux données stockées par des entreprises américaines, où qu'elles se trouvent dans le monde, y compris donc sur des serveurs situés en Europe.

Les données publiques et sensibles seront concernées

Les États membres de l'UE sont dans une position hautement inconfortable : leurs données les plus sensibles, financières, judiciaires



ou médicales, peuvent théoriquement être consultées par Washington sans leur consentement. Une situation à laquelle la Commission européenne entend mettre fin avec le « Tech Sovereignty Package », rapporte CNBC.

Attendu pour le 27 mai, ce paquet législatif comprendra notamment le Cloud and AI Development Act, ainsi qu'un Chips Act 2.0, deux textes destinés à encourager le développement de solutions souve-

raines européennes dans le cloud et les semi-conducteurs. Ainsi, les discussions en cours portent sur l'obligation pour certains secteurs clés et publics, comme la finance ou la justice, de stocker et traiter leurs données sur des infrastructures cloud exclusivement européennes, en fonction du niveau de sensibilité des données concernées. Dans ce contexte, les fournisseurs américains ne seraient pas totalement exclus des marchés

publics, mais leur accès aux informations les plus critiques serait sévèrement encadré. « L'Europe se réveille et passe à l'action », a lancé un porte-parole de la Commission. À noter que le dispositif devra ensuite être approuvé par l'ensemble des 27 États membres pour entrer en vigueur.

Un mouvement qui prend de l'ampleur

Cette initiative s'inscrit dans une série de mesures conséquentes en Europe, qui visent à moins dépendre des mastodontes américains. En janvier dernier, l'administration française annonçait la généralisation Visio, sa plateforme de visioconférence, au profit de Zoom et de Microsoft Teams. Et il y a tout juste un mois, le gouvernement lançait un vaste plan pour passer de Windows à Linux. La Commission européenne, elle, joint le geste à la parole sur le plan budgétaire. En avril, elle a attribué un appel d'offres de 180 millions d'euros à quatre projets de cloud souverain européens, dont les Français OVHCloud et Scaleway, chargés d'alimenter les institutions et agences de l'UE en infrastructures numériques indépendantes.

Anthropic va utiliser Colossus 1 de SpaceX pour l'inférence

Le fournisseur d'IA a annoncé qu'il utilisera le superordinateur Colossus 1 pour faire tourner son chatbot Claude (Pro et Max). Ce système a été initialement construit en 2024 par xAI, une start-up spécialisée dans l'intelligence artificielle lancée par Elon Musk. Ce système, hébergé dans un datacenter près de Memphis, s'appuie sur 220 000 accélérateurs H100 et H200 Nvidia. Anthropic estime que ces puces fourniront une capacité de calcul de 300 mégawatts à Claude.

Micron livre avec un SSD 245 To au format E3.L

Le fournisseur américain Micron annonce la disponibilité commerciale du 6600 ION, un SSD dans un format non propriétaire avec la plus grande capacité de stockage flash au monde avec 245,76 To utilisables. Ce lecteur repose sur une mémoire NAND QLC G9 de 9e génération développée en propre par Micron, avec une technologie à 276 couches en architecture 3D six plans, permettant davantage d'opérations parallèles et un débit I/O atteignant 3,6 Go/s. Le contrôleur est également signé Micron, dans une architecture entièrement intégrée verticalement incluant contrôleur, DRAM et firmware maison. Le 6600 ION est proposé aux formats U.2 et E3.L, ce dernier étant exclusivement réservé à la capacité maximale (245 To). Avec une consommation plafonnée à 30 W, il atteint 8,2 To par watt et nécessite 82% de racks en moins par rapport à un déploiement sur disques durs équivalents.

Cisco soutient des start-ups avec Station F

Le fournisseur américain a noué un partenariat avec le campus parisien pour soutenir des jeunes pousses françaises spécialisées en IA. « La France possède une communauté de start-ups florissante qui se trouve à un tournant critique : le passage des concepts d'innovation au déploiement à grande échelle. Cette transition est à la fois nuancée et complexe », explique Philippe Roederer, VP et country manager de Cisco France. Dans le cadre de cet accord, les sociétés concernées intégreront le programme d'accélération Scale Hub de l'équipementier et accèderont à plusieurs ressources incluant mentorat, accès à du code open source et des outils Cisco, collaboration avec ses ingénieurs pour concevoir et tester des PoC avec des clients... Les candidatures peuvent être déposées jusqu'au 26 juin à cette adresse. Ce n'est pas la première fois que Cisco soutient les start-ups françaises : en 2015, lors de la rencontre entre son ancien CEO John Chambers et l'ex Premier ministre Manuel Valls, un investissement de 100 M€ avait été annoncé.

L'ancien 1.2 Puretech n'est pas le seul moteur essence Stellantis qui pourrait subir d'importants dommages mécaniques

Des bielles qui se tordent ? Quand on a quelques connaissances en mécanique, on sait que ce problème peut être fatal à un moteur. Quelques centaines d'exemplaires d'Alfa Romeo Tonale seraient susceptibles de subir cette mésaventure, qui pourrait aussi déboucher sur un incendie dans les cas les plus graves. Mais la marque italienne, propriété du groupe Stellantis, a lancé une campagne de rappel pour venir à bout de ce fâcheux défaut. Découvrez quelle version de ce SUV est concernée et quel est le correctif prévu.

Pendant longtemps, la fiabilité des voitures italiennes a été sujette à des moqueries plus ou moins justifiées. Mais ces dernières années, la situation s'est bien améliorée. Au sein du groupe Stellantis, c'est d'ailleurs la branche française qui subit désormais les critiques les plus virulentes dans ce domaine. Peugeot, Citroën et DS ont vu leur réputation lourdement entachée par les problèmes de courroie ou de consommation d'huile de l'ancien trois-cylindres 1.2 PureTech. Cela ne signifie cependant pas que les mécaniques transalpines soient totalement immunisées contre les pannes. Un rappel récemment lancé par Alfa Romeo pour son SUV compact Tonale vient le confirmer.

Un risque de casse moteur et d'incendie sur certains Alfa Romeo Tonale

Cette campagne de retour en atelier porte uniquement sur la version de 160 ch du Tonale, celle que nous avons pu essayer en premier. Nous avons alors été déçus par le manque de réactivité de sa boîte automatique à double embrayage, qui intègre un petit moteur électrique pour de brefs roulages en "zéro émission". Mais c'est une possible défaillance du quatre-cylindres 1.5 turbo-essence qui pousse désormais Alfa Romeo à prendre des mesures fortes. Cette mécanique, inconnue chez Peugeot ou Citroën, pourrait en effet voir ses bielles se tordre en raison d'une mauvaise combustion. C'est alors la casse



pure et simple du bloc qui guette, avec un risque d'incendie en prime dans les cas les plus extrêmes.

Un correctif entièrement électronique pour l'Alfa Romeo Tonale

Comme la plupart des rappels en Europe, cette opération n'est donc pas entièrement liée à un problème de fiabilité. Elle vise d'abord à améliorer la sécurité. Mais elle pourra vous éviter une panne immobilisante et très onéreuse par la même occasion. Le correctif prévu ne devrait toutefois pas se montrer trop ruineux pour Stellantis. Il se limite en effet à une reprogrammation du calculateur moteur

(ECM). Seule la main-d'œuvre devra donc être prise en charge par le constructeur. Cette mise à jour prendra environ 30 minutes et devrait permettre d'améliorer la combustion du mélange air-carburant pour mieux préserver les bielles.

Un autre facteur devrait aider à minimiser le coût de cette action pour Stellantis : la diffusion modeste du Tonale 1.5 hybride de 160 ch. Même si la plage de production touchée est assez large, entre le 15 février 2022 et le 12 février 2026, seuls 4 072 exemplaires de ce SUV sont attendus en atelier en France. On est donc à des années-lumière du rappel de près d'un million de voitures qui avait été lancé en 2025 suite aux casses de chaîne de distri-

bution du diesel 1.5 BlueHDi. Sans parler de centaines de milliers de véhicules à moteur 1.2 Puretech qui ont fait l'objet de plusieurs campagnes de retour en atelier. Le lancement de cette opération ne signifie par ailleurs pas forcément que le risque de rencontrer ce grave problème soit très élevé. Nos diverses recherches tendent à montrer que les cas de bielles tordues sont très rares sur ce modèle. A l'heure actuelle, sur notre formulaire fiabilité, nous n'avons d'ailleurs reçu aucun témoignage de propriétaire de Tonale qui aurait été touché.

Comment vérifier si votre SUV Alfa Romeo est concerné par ce rappel ?

Cette campagne intervient toutefois dans un contexte où Stellantis multiplie les actions pour tenter de retrouver la confiance des automobilistes, à l'image du lancement de son programme de garantie longue durée l'an dernier. La multinationale n'hésite désormais plus à intervenir bien avant qu'un défaut ne devienne médiatisé, et on ne peut que s'en féliciter. Elle a déjà commencé à envoyer des courriers recommandés chez certains des propriétaires de Tonale concernés, en les incitant à prendre rendez-vous avec un réparateur agréé. Mais la marque italienne dispose aussi d'une page de son site dédiée à la vérification des rappels, même si elle se révèle un peu moins facile à utiliser que chez Citroën, DS ou Peugeot.

MOINS D'HYBRIDES, PLUS DE V8

Mercedes change de plans et cela devrait ravir les passionnés

Mercedes et sa branche sportive AMG ont été l'un des premiers constructeurs à s'engager corps et âme dans le downsizing et l'hybridation massive de leurs modèles hautes performances. Quelques années plus tard, le bilan n'est pas flatteur en termes de ventes. Alors, le constructeur annonce revenir à ses premiers amours : les six et huit cylindres chez AMG et même les douze cylindres du côté de Maybach. Une stratégie à contre-courant des politiques gouvernementales toujours plus hostiles, mais conforme aux attentes de la clientèle. C'est confirmé par Michael Scheibe, patron d'AMG : d'ici la fin de l'année, le V8 va faire son retour sous plusieurs capot dans une version revisitée. Le dirigeant l'a également confié à nos confrères britanniques de Car Magazine : les premiers véhicules à profiter de ce nouveau bloc seront des SUV. Pour le moment, les spécifications exactes restent inconnues, mais il devrait s'agir d'une évolution du M177 Evo que l'on retrouve déjà sous le capot de la Classe S. Cette mécanique devrait par la suite se retrouver sous le capot de berlines et de coupés, comme le laisse supposer la future Mythos sur base de CLE, qui recevra pour la première fois un huit cylindres derrière un kit carrosserie démonstratif rappelant, par exemple, la CLK 63 AMG Black Series. Hélas, n'espérez pas revoir de sitôt

une C63 AMG avec un V8 à l'intérieur, cette époque est bel et bien révolue. Ce bloc sera réservé aux modèles les plus haut de gamme. Toutefois, l'ensemble des modèles vont profiter d'un nivellement par le haut. C'est par exemple déjà le cas du GLC 43 AMG remplacé par le 53, troquant ainsi le petit quatre cylindres de la Classe A pour un six cylindres en ligne. Ce 3.0 L ne propose finalement qu'assez peu de puissance supplémentaire comparé au bloc qu'il remplace, avec 449 ch contre 421, mais le couple fait un bond appréciable de 500 à 600 Nm. Plus que des performances pures, c'est de la noblesse mécanique qu'il manquait à ce SUV dépassant allègrement les 100 000 € une fois le malus payé. Prochaine étape : équiper la Classe C de ce moteur, ce qui devrait également être fait lors de la prochaine évolution de la berline dont la nouvelle génération vient d'être présentée en électrique. Équipée du quatre cylindres 2.0 L dans sa version hybride de 680 ch cumulés, l'actuelle C63 AMG peine à convaincre face à une M3 qui conserve son six cylindres en ligne biturbo et une toute nouvelle RS5, elle aussi hybride, mais qui conserve un V6. Le nouveau GLE 53 AMG profite déjà du six cylindres dans une version hybride de 585, voire 633 ch cumulés avec le mode Boost. Bien que ce ne soit pas encore confirmé, il est probable que ce soit



ce bloc qui remplace l'actuelle C63 et sa mécanique jugée trop roturière.

Côté luxe, on ne se refuse rien, pas même le V12

Le fleuron de la gamme, la Classe S, a toujours été bien loti en termes de motorisations. Le V8 est toujours disponible, tandis que les versions les plus luxueuses ont longtemps eu droit au V12. Restylée en début d'année, la grande berline n'a désormais plus droit à ce privilège. En Europe, tout du moins. Aux États-Unis, l'exclusive version Maybach propose toujours le V12 biturbo de 621 ch sans la moindre forme d'hybridation. Le pays n'est pas concerné par Euro 7, tandis que le prix de l'essence, même s'il a également explosé, reste dérisoire par rapport à ce que l'on connaît en Europe.

Markus Bauer, patron de Maybach, l'a encore affirmé récemment lors d'une conférence de presse : outre-Atlantique, il existe encore une vraie demande pour ce type de moteur. Les États-Unis seraient même le « marché V12 le plus dynamique du monde ». Par ailleurs, la clientèle fortunée de ces grandes berlines ultra-luxueuses considère que le V8 est une descente en gamme et n'en veut donc pas. Qu'importe, le patron de Maybach a déjà annoncé vouloir continuer à proposer le douze cylindres aussi longtemps que possible.

Mots fléchés

Ponçages		Légèreté		Plante vivace		Terme		Parfait		Lettres en croix		Cérémonies
Concordance						Balance		Lys d'étang				Donnas plus de goût
Rubans de tissus étroits		Affluent du Rhône		Déjeuner du bébé						Éructation		
										Fripouille		
							Bateau					
Tamis				Os du genou							Nazi	
Fabuliste grec				Dedans							Titre anglais	
					Prises		Autorité à la télé		Un revenu social Narcis-sique			Femme sans nombril
Petits de l'ânesse												
Préfecture du Lot-et-Garonne						Vêtement						
				Rendre raisonnable								Soutien
				On le respire								
Tests		Arme traditionnelle du Japon				Affluent de la Loire					Cérium	
		Goût									Titre éthiopien	
						Petite pièce de vaisselle	Attrapée	Victoire de Napoléon				Eroder
Corrigé	Couvertes									Député		
	Extrémité en caoutchouc									Peintures religieuses		
				Boisson				Parties de fleur				
				Habitant un continent								
Résidu du sucre								Bouclier				Greffe
								Animal rampant				
Arbuste					Regardées		Conflits			Se permettre		
Maléfice												
									Gorge		Préfecture des Alpes-Maritimes	Longue période
Retire		Liquide vital				Pressante						
		Cimeterres										
			Visage					Saule				
Exécute	Apprécier							Transpire		C'était un service de contre-espionnage		Petite sainte
	Canton suisse											
			Cuivre		Familles des ours							Avec les coutumes
Récépissé					Défunes						Entre amis	
Optique												
						Enchâssées						

Progression modérée des cours du pétrole

Les cours du pétrole ont terminé en légère hausse vendredi. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en juillet, a pris 1,23% à 101,29 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en juin, a gagné 0,64% à 95,42 dollars. Les cours restent nettement inférieurs à ceux observés il y a une semaine. Pour l'instant, "le marché donne une chance à la paix", explique Arne Lohmann Rasmussen, analyste chez Global Risk Management.



ALGÉRIE-FRANCE

Le président Tebboune reçoit un message de Macron

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, samedi, Mme Alice Rufo, ministre déléguée auprès de la ministre française des Armées et des Anciens combattants, porteuse d'un message du Président français, M. Emmanuel Macron au président de la République. Mme Rufo était accompagnée de l'ambassadeur de France en Algérie, M. Stéphane Romatet. L'audience s'est déroulée en présence du ministre d'Etat, chargé de l'Inspection générale des services de l'Etat et des Collectivités locales, M. Brahim Merad, du ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, et du Conseiller auprès du président de la République, chargé des affaires diplomatiques, M. Amar Abba.

MASSACRES DU 8 MAI 1945 «il faut faire preuve de courage pour regarder l'histoire en face» dans le respect de la Mémoire de l'Algérie

La ministre française déléguée aux Armées et Anciens combattants, Alice Rufo, a déclaré vendredi, lors de sa participation à la cérémonie de commémoration du 81e anniversaire des massacres du 8 mai 1945 à Sétif, qu'"il faut faire preuve de courage pour regarder l'histoire en face telle qu'elle s'est réellement déroulée, dans le respect de la Mémoire de l'Algérie". Accompagnée de l'ambassadeur de France en Algérie, la ministre française déléguée aux Armées et Anciens combattants a déposé une gerbe de fleurs devant la stèle commémorative de ces massacres. Pour rappel, "la marche de la Mémoire et de la fidélité" a été organisée vendredi à Sétif, à l'occasion de la journée nationale de la Mémoire commémorant les massacres du 8 mai 1945, perpétrés par la colonisation française contre des manifestants algériens à Sétif, Guelma et Kherrata (Béjaïa).

BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT

39 centres de ressources et d'excellence retenus en Algérie

La Banque islamique de développement (BID) a retenu 39 centres de ressources et d'excellence en Algérie, dans le cadre de son initiative visant à renforcer les échanges d'expertises entre les pays du Sud, indique un communiqué du ministère des Finances. L'annonce a été faite lors de la cérémonie de présentation du rapport officiel relatif à la cartographie des centres de ressources et d'excellence en Algérie, organisée à Alger en présence du ministre des Finances et gouverneur de l'Algérie auprès du Groupe de la BID, Abdelkrim Bouzred, ainsi que de représentants des secteurs ministériels concernés et de partenaires du développement, notamment la Banque africaine de développement (BAD) et des agences du système des Nations unies. Ce rapport de cartographie, élaboré par un cabinet d'études algérien mandaté par la Banque islamique de développement, a permis d'identifier et de recenser les capacités nationales d'expertise dans quatre grands secteurs stratégiques couvrant les domaines où l'Algérie dispose d'un savoir-faire reconnu et de compétences avé-

rées, à savoir : l'industrie, l'énergie et les mines, les infrastructures, le capital humain et l'innovation, ainsi que la résilience et le développement durable. A l'issue d'un processus de sélection rigoureux, ce travail a abouti au classement de 39 institutions et organismes algériens en tant que "centres de ressources et d'excellence", susceptibles d'être mobilisés par la BID ainsi que par différents partenaires du développement dans la réalisation de projets de développement dans plusieurs pays. Ces institutions ont été retenues sur la base de critères stricts, tenant notamment compte des expériences et des capacités dont elles disposent, leur permettant, à l'avenir, de mettre en oeuvre des projets de coopération Sud-Sud destinés à renforcer les capacités des pays membres de la BID afin de les aider à atteindre leurs objectifs de développement. Cette opération a permis d'établir la première cartographie structurée de ce type en Algérie, susceptible de soutenir l'internationalisation des compétences et expertises nationales, souligne le communiqué,

qui évoque également la possibilité d'élargir cette liste à l'avenir. Les résultats de ce rapport mettent en lumière, selon la même source, "un potentiel national significatif offrant à l'Algérie l'opportunité de valoriser, partager et exporter son expertise technique au profit des pays du Sud, notamment les pays membres de la BID". Cette initiative s'inscrit dans la continuité de la dynamique impulsée à l'occasion des réunions annuelles du Groupe de la BID, tenues en Algérie en 2025, marquées par le lancement officiel d'une plateforme dédiée à la promotion de la coopération Sud-Sud. Dans une allocution prononcée à cette occasion, M. Bouzred a souligné l'importance "stratégique" de cette initiative, affirmant qu'elle constitue "un outil structurant permettant de valoriser l'expertise nationale et de renforcer la présence de l'Algérie dans les dynamiques de coopération internationale et de développement", selon le communiqué.

PORTEUR D'UNE LETTRE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Le président du Conseil de la nation reçu par le président de la République de Djibouti

Le président du Conseil de la nation, M. Azouz Nasri, a été reçu, samedi après-midi à Djibouti, par le président de la République de Djibouti, M. Ismaïl Omar Guelleh, en marge de sa participation, en sa qualité de représentant du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à la cérémonie d'investiture et de prestation de serment du président djiboutien, suite à sa réélection pour un nouveau mandat présidentiel. Au cours de cette rencontre, "M. Nasri a remis au Président Ismaïl

Omar Guelleh une lettre de son frère, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune", tout en lui transmettant "ses félicitations pour sa réélection par le peuple djiboutien" ainsi que "ses vœux de plein succès dans l'accomplissement de ses hautes fonctions", indique un communiqué du Conseil de la nation. Il a, par la même occasion, souhaité "davantage de progrès et de prospérité au peuple djiboutien frère", ajoute la même source. De son côté, le président djiboutien

a salué "la profondeur des relations d'amitié et de coopération unissant les deux pays frères" et mis en avant "les positions de l'Algérie en faveur des questions de paix, de stabilité et de développement sur le continent africain", tout en chargeant M. Nasri de "transmettre ses salutations fraternelles au président de la République" et de "lui dire toute l'estime qu'il a pour lui". La rencontre a aussi été "l'occasion de réaffirmer la volonté commune de renforcer les relations de coopération bilatérale et d'élargir les do-

maines de concertation et de coordination entre les deux pays, au service des intérêts communs des deux peuples frères". La rencontre s'est déroulée en présence de l'ambassadeur d'Algérie auprès de la République de Djibouti, M. Mohamed Nasser Baskalia, du chef de cabinet du président du Conseil de la nation, M. Makhoulouf Sahel, et du directeur des études au ministère des Affaires étrangères, M. Mohamed Lamine Habchi, conclut le communiqué. APS

PROJET DE LA LIGNE MINIÈRE EST

Le ministre préside une réunion de coordination consacrée à l'avancement des travaux

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a présidé, samedi à Alger, une réunion de coordination consacrée à l'évaluation de l'état d'avancement des travaux du projet de la ligne minière Est Annaba-Bled El Hadba (Tébessa), notamment

le tronçon reliant Bouchegouf et Dréa (121 km), indique un communiqué du ministère. La réunion s'est déroulée en présence d'un cadre central du ministère et des directeurs généraux de l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF), de la Société

nationale des travaux publics (SNTF) et de la China Road and Bridge Corporation (CRBC), qui sont chargées de la réalisation du projet, précise la même source. Lors de la réunion, le directeur général d'ANESRIF a présenté un exposé détaillé sur l'avancement des travaux

de réalisation dudit tronçon, comprenant le bilan des visites de terrain effectuées les 21 et 28 avril et le 5 mai en cours et une évaluation de la cadence de réalisation depuis la dernière visite effectuée par le ministre sur le site, les 9 et 10 avril. Le programme tracé pour les pro-

chains mois a également été passé en revue lors de cette réunion, l'accent ayant été mis sur la nécessité de redoubler d'efforts et d'intensifier la cadence des travaux pour parachever ce projet stratégique dans les délais impartis.

APS

HANTAVIRUS

Le patron de l'OMS assure que le risque que représente le navire où des cas ont été détectés reste «faible»

Le chef de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a assuré samedi aux habitants de Tenerife que le risque lié à l'arrivée d'un navire où a été détecté un foyer d'hantavirus était "faible", tout en les remerciant pour leur "solidarité". "J'ai besoin que vous m'entendiez clairement : ce n'est pas un nouveau Covid.

Le risque actuel pour la santé publique lié au hantavirus reste faible", a écrit Tedros Adhanom Ghebreyesus, dans une lettre ouverte adressée à la population de l'île espagnole de Tenerife, où le MV Hondius, battant pavillon néerlandais, devrait arriver tôt dimanche. L'affaire a également suscité des inquiétudes parmi les habitants, les autorités

régionales ayant refusé d'autoriser le navire à accoster et décidé qu'il resterait au large pendant que les passagers seraient dépistés puis évacués. "Je sais que vous êtes inquiets", a écrit le patron de l'OMS. "Je sais que lorsque vous entendez le mot «épidémie» et voyez un navire se diriger vers vos côtes, des souvenirs ressurgissent que

nous n'avons jamais totalement apaisés. La douleur de 2020 est toujours réelle, et je ne la minimise pas un seul instant", a-t-il déclaré, reconnaissant que la souche andine de l'hantavirus était "grave". "Trois personnes ont perdu la vie, et nos pensées vont à leurs familles", a-t-il ajouté, tout en soulignant que "le risque